

## **ANNALES DES SUJETS DES CONCOURS D'ACCES A L'ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE**

PREMIER ET DEUXIEME CONCOURS :

### **PREMIERE EPREUVE - Culture Générale -**

**Session de 1959** : "L'esprit juridique" que les critiques étrangers attribuent souvent aux Français vous paraît-il avoir déterminé, accéléré ou compromis l'évolution politique économique et sociale depuis un siècle ?

**Session de 1960** : L'individu dans l'Etat, au début du dix-neuvième siècle, et de nos jours.

**Session de 1961** : On a dit que la société du dix-neuvième siècle était la "société du Code Civil". Que pensez-vous de ce jugement ?

**Session de 1962** : Le son et l'image dans la société contemporaine.

**Session de 1963** : L'évolution du rôle de la jeunesse dans la société française depuis le début de la troisième République.

**Session de 1964** : Pensez-vous, avec un économiste contemporain, que le progrès s'exprime en termes de liberté et non en termes de bien-être ?

**Session de 1965** : L'idée du juste dans ses rapports avec l'ordre social.

**Session de 1966** : Grandeur et misère de l'idée européenne depuis la seconde moitié du dix-huitième siècle.

**Session de 1967** : La paix par le droit dans les relations humaines.

**Session de 1968** : Paul Valéry a écrit : "Quand elle coupe une tête, la société croit qu'elle extermine ce qui la blesse, comme un homme gonflé de poison croit se guérir en se brûlant un petit abcès. La société est gonflée de poisons dont les délits ne sont que des exutoires locaux et accidentels en eux-mêmes".  
Quelles observations appelle de votre part cette manière de voir ?

**Session de 1969** : Le rôle de la presse dans le domaine judiciaire.

**Session de 1970** : La promotion de la femme et ses effets dans la société française depuis le début du siècle.

**Session de 1971** : Depuis quelque temps, notre société s'interroge sur sa justice et la met en question. Qu'en pensez-vous ?

**Session de 1972** : Croissance économique et qualité de la vie.

**Session de 1973** : Région, régionalisme, régionalisation.

**Session de 1974** : La connaissance du passé vous paraît-elle utile à la compréhension du monde actuel ?

**Session de 1975** : L'enfant dans la société contemporaine.

**Session de 1976** : Le droit au bonheur.

**Session de 1977** : Pourquoi être juge ?

**Session de 1978** : L'art dans la cité.

**Session de 1979** : La guerre dans le monde d'aujourd'hui.

**Session de 1980 A** : Chômage et société.

**Session de 1980 B** : Les rapports de la liberté et de la morale dans le monde actuel.

**Session de 1981 A** : "L'Etat et la Science travaillent en étroite liaison. D'immenses sommes sont dépensées pour le progrès des idées scientifiques. Des disciplines bâtardees qui n'ont pas une seule découverte à leur crédit, comme la philosophie des sciences, profitent du boom de la science. Même les relations humaines sont traitées de manière scientifique, comme le montrent les programmes d'éducation, les propositions de réforme des prisons, l'entraînement de l'armée et ainsi de suite. Presque toutes les matières scientifiques sont obligatoires dans nos écoles. Si les parents d'un enfant de six ans sont libres... de ne pas lui donner d'instruction religieuses, ils n'ont pas la même liberté dans le cas des sciences. Il faut absolument apprendre la physique, l'astronomie, l'histoire. On n'a pas le droit de les remplacer par la magie, l'astrologie ou l'étude des légendes... La séparation de la Science et de l'Etat peut être notre seule chance de vaincre la barbarie forcenée de l'âge technico-scientifique".  
Paul FEYERABEND, Professeur à Berkeley (Université de Californie) Extrait de *Contre la méthode* (1975).

A partir de ce texte, qui ne peut être qu'une base de réflexion et qu'il ne s'agit pas de commenter, vous direz si, selon vous la foi en la science peut être assimilée à un credo comme un autre ou si, par ses méthodes d'investigation comme par ses résultats, la science bénéficie d'une prépondérance justifiée.

**Session de 1981 B** : Montaigne a écrit : "je réponds ordinairement à ceux qui me demandent raison de mes voyages que je sais bien ce que je fais, mais non pas ce que je cherche". A la lumière de cette pensée, quelles réflexions vous inspire le phénomène du voyage dans le monde contemporain ?

**Session de 1982 A** : La fête dans le monde actuel.

**Session de 1982 B** : Le droit à la différence dans les sociétés contemporaines.

**Session de 1983** : Face au développement des techniques audiovisuelles, l'écrit vous semble-t-il avoir un avenir ?

**Session de 1984** : La solidarité dans le monde contemporain.

**Session de 1985** : Les créateurs d'aujourd'hui.

**Session de 1986** : Le gigantisme dans le monde contemporain.

**Session de 1987** : Existe-t-il une identité européenne ?

**Session de 1988** : Les personnes âgées et la société.

**Session de 1989** : Art et Liberté

**Session de 1990** : Y a t-il une vertu de l'oubli ?

**Session de 1991** : Rationnel et irrationnel dans le monde moderne.

**Session de 1992** : La civilisation urbaine

**Session de 1993** : Les modes

**Session de 1994** : Les sociétés développées vont-elles vers plus d'égalité ?

**Session de 1995** : La fonction du procès dans les sociétés contemporaines.

**Session de 1996** : Le secret

**Session de 1997** : «C'est proprement ne valoir rien que de n'être utile à personne» (DESCARTES - Discours de la méthode)

**Session de 1998** : Peut-on parler du dépérissement de l'Etat ?

**Session de 1999** : Ya t-il place pour l'aventure dans les sociétés contemporaines?

**Session de 2000** : Le poison

**Session de 2001** : Le mensonge

**Session de 2002** : Le droit a-t-il réponse à tout ?

**Session de 2003** : «Les Hommes construisent trop de murs et pas assez de Ponts »? Isaac Newton

**Session de 2004** Le jeu

**Session de 2005** : L'âge

**Session de 2006** : 'Le doute est le sel de l'esprit : sans la pointe du doute, toutes les connaissances sont bientôt pourries. (...)

Croire est agréable. C'est une ivresse dont il faut se priver. Ou alors dites adieu à liberté, à justice, à paix.

(Alain, Propos I, 1931)

## DEUXIEME EPREUVE - Droit civil

*Session de 1959* : La force majeure.

*Session de 1960* : Des mesures prises pour éviter un trop grand morcellement des terres par l'effet des successions.

*Session de 1961* : Les actes juridiques de l'aliéné.

*Session de 1962* : La réparation des préjudice moral.

*Session de 1963* : La jurisprudence comme source du droit privé.

*Session de 1964* : L'évolution des droits successoraux du conjoint survivant.

*Session de 1965* : Le problème de la lésion dans les contrats.

*Session de 1966* : La présomption légale.

*Session de 1967* : Le quasi-contrat.

*Session de 1968* : L'intervention du juge dans les rapports familiaux.

*Session de 1969* : L'évolution du droit de propriété immobilière depuis le code civil.

*Session de 1970* : Filiation et vérité biologique.

*Session de 1971* : Les pouvoirs du juge en matière de contrats.

*Session de 1972* : La liberté contractuelles.

*Session de 1973* : L'aliéné et la responsabilité civile.

*Session de 1974* : L'égalité entre époux.

*Session de 1975* : La gestion d'affaires.

*Session de 1976* : L'union libre et le droit civil.

*Session de 1977* : L'abus du droit.

*Session de 1978* : L'enfant naturel de la femme mariée.

*Session de 1979* : Le déséquilibre des prestations dans un contrat synallagmatique.

*Session de 1980 A* : La mauvaise foi dans le droit des obligations.

*Session de 1980 B* : La séparation de fait.

*Session de 1981 A* : Propriété et possession.

*Session de 1981 B* : La faute en matière de responsabilité civile.

**Session de 1982 A** : L'intérêt de l'enfant.

**Session de 1982 B** : Le trouble mental et le droit civil.

**Session de 1983** : La cogestion imposée aux époux mariés sans contrat.

**Session de 1984** : Contrat et juste prix.

**Session de 1985** : Le rôle de la volonté individuelle dans le droit de la famille.

**Session de 1986** : L'objectivation de la responsabilité civile.

**Session de 1987** : L'office du juge et les dysfonctionnements familiaux.

**Session de 1988** : L'intervention du juge dans les rapports contractuels.

**Session de 1989** : Le formalisme en droit civil

**Session de 1990** : L'égalité en droit civil.

**Session de 1991** La protection du débiteur dans l'exécution des obligations civiles.

**Session de 1992** : La vérité en droit civil.

**Session de 1993** : Quelle place pour le contrat dans le droit de la famille ?

**Session de 1994** : La relativité des contrats

**Session de 1995** : Les apports du droit de la consommation à la théorie générale du contrat.

**Session de 1996** : La maladie du conjoint

**Session de 1997** : L'apparence en droit civil

**Session de 1998** : Les actes unilatéraux en droit civil

**Session de 1999** : Les présomptions

**Session de 2000** : La révision des conventions

**Session de 2001** : Les revenus en droit patrimonial de la famille

**Session de 2002** : La fidélité dans le couple

**Session de 2003** : L'anéantissement du contrat pour une cause postérieure à sa formation.

**Session de 2004** : Les bonnes mœurs en droit civil

**Session de 2004** : Les bonnes mœurs en droit civil

**Session de 2005** : Les actes juridiques des personnes protégées

**Session de 2006** : L'égalité des filiations

## **TROISIEME EPREUVE - Droit pénal ou Droit public et Droit européen**

### ***a) DROIT PENAL***

***Session de 1959*** : L'influence de la législation relative aux mineurs délinquants sur l'évolution du droit pénal des adultes.

***Session de 1960*** : La responsabilité pénale des personnes morales.

***Session de 1961*** : Le contrôle de la légalité des règlements administratifs par le juge pénal.

***Session de 1962*** : L'élément intentionnel dans l'infraction pénale.

***Session de 1963*** : Les éléments constitutifs de l'abus de confiance.

***Session de 1964*** : Les nullités de l'instruction préparatoire.

***Session de 1965*** : L'interprétation de la loi pénale.

***Session de 1966*** : Excuses et faits justificatifs.

***Session de 1967*** : Les éléments constitutifs de l'escroquerie.

***Session de 1968*** : La grâce.

***Session de 1969*** : En quoi les mesures de sûreté diffèrent-elles des peines ?

***Session de 1970*** : L'intention et le mobile.

***Session de 1971*** : Le chèque sans provision.

***Session de 1972*** : L'application de la loi pénale dans le temps.

***Session de 1973*** : Le recel de choses.

***Session de 1974*** : L'interprétation de la loi pénale.

***Session de 1975*** : L'imprudence en droit pénal.

***Session de 1976*** : L'infraction tentée.

***Session de 1977*** : La responsabilité pénale des personnes morales.

***Session de 1978*** : L'infraction justifiée.

***Session de 1979*** : Coaction et complicité.

***Session de 1980 A*** : Le choix de la sanction par le juge.

***Session de 1980 B*** : Le règlement des conflits des lois pénales dans l'espace.

***Session de 1981 A*** : La prescription, l'amnistie et la grâce, analyse comparative

**Session de 1981 B** : Infractions politiques et infractions de droit commun.

**Session de 1982 A** : Correctionnalisation légale et judiciaire.

**Session de 1982 B** : L'application de la loi nouvelle aux affaires pénales en cours.

**Session de 1983** : La légitime défense des biens.

**Session de 1984** : Travail et traitement pénal.

**Session de 1985** : Abus de confiance et abus de biens sociaux.

**Session de 1986** : Le mensonge en droit pénal.

**Session de 1987** : Le déclin du principe de la légalité criminelle

**Session de 1988** : Les moyens permettant aux juges d'éviter l'emprisonnement du délinquant.

**Session de 1989** : Quelles conséquences le droit pénal attache-t-il au comportement adopté après les faits par l'auteur d'une infraction ?

**Session de 1990** : L'attribution de la responsabilité pénale liée à l'activité de l'entreprise.

**Session de 1991** : Les infractions non intentionnelles

**Session de 1992** : Le mineur délinquant

**Session de 1993** : Les différents aspects de la mise à l'épreuve en droit pénal

**Session de 1994** : La détermination de la peine par le juge selon le nouveau code pénal

**Session de 1995** : La protection pénale de l'humain

**Session de 1996** : L'erreur en droit pénal

**Session de 1997** : Y a-t-il une responsabilité pénale du fait d'autrui ?

**Session de 1998** : Vers une société sans prison ?

**Session de 1999** : Les qualifications en concours.

**Session de 2000** : Trouble mental et droit pénal.

**Session de 2001** : L'entreprise et le risque pénal.

**Session de 2002** : La récidive.

**Session de 2003** : Famille et droit pénal

**Session de 2004** : Les contraventions

**Session de 2005** : La causalité en droit pénal

**Session de 2006** : La dangerosité

**b) DROIT PUBLIC ET DROIT EUROPEEN**

**Session de 1965** : La prévention et le règlement des conflits de compétence entre juridictions de l'ordre judiciaire et juridictions de l'ordre administratif.

**Session de 1966** : La responsabilité publique de droit commun.

**Session de 1967** : Le référendum dans les constitutions françaises depuis 1875 .

**Session de 1968** : Des décrets-lois aux ordonnances.

**Session de 1969** : Les attributions juridictionnelles du conseil d'Etat.

**Session de 1970** : Les caractères généraux de la responsabilité administrative.

**Session de 1971** : Les pouvoirs du président de la République de 1875 à nos jours.

**Session de 1972** : La loi et le règlement dans la Constitution de 1958.

**Session de 1973** : La garantie des libertés par la juridiction administrative en France.

**Session de 1974** : Le contrôle de la constitutionnalité en France.

**Session de 1975** : Le contrôle par le parlement de l'action gouvernementale sous la IV<sup>e</sup> République.

**Session de 1976** : Comparez la structure du parlement dans les principaux Etats contemporains.

**Session de 1977** : Le suffrage universel dans la Constitution de la Ve République.

**Session de 1978**: L'initiative, la préparation et le vote des lois dans la Constitution de 1958.

**Session de 1979** : Les actes administratifs unilatéraux.

**Session de 1980 A** : La responsabilité sans faute de la puissance publique.

**Session de 1980 B** : La responsabilité des fonctionnaires.

**Session de 1981 A** : Le pouvoir réglementaire.

**Session de 1981 B** : L'application dans le temps des actes administratifs.

**Session de 1982 A** : Le Ministre

- Session de 1982 B** : Le Premier Ministre en France sous la Ve République.
- Session de 1983** : Le Conseil constitutionnel sous la cinquième République.
- Session de 1984** : Les libertés publiques reconnues aux étrangers en France.
- Session de 1985** : La loi est-elle encore supérieure au règlement ?
- Session de 1986** : Les principes généraux du droit.
- Session de 1987** : Le caractère exécutoire des actes administratifs unilatéraux.
- Session du 1988** : Principes généraux de la responsabilité extra-contractuelle de la puissance publique.
- Session de 1989** : L'élaboration de la loi selon la constitution de 1958.
- Session de 1990** : Suivant les services publics, pourriez-vous préciser les différentes catégories de fautes "de nature à engager leur responsabilité" ?
- Session de 1991** : Existe-t-il encore un pouvoir discrétionnaire des autorités administratives ?
- Session de 1992** : La liberté d'opinion
- Session de 1993** : Le régime juridique des actes réglementaires
- Session de 1994** : Traditionnellement, le juge judiciaire est présenté comme le gardien des libertés individuelles. Quel est le rôle du juge administratif dans ce domaine ?
- Session de 1995** : La séparation des pouvoirs sous la Vème République.
- Session de 1996** : Les conséquences de la primauté du droit communautaire
- Session de 1997** : La portée du principe d'égalité
- Session de 1998** : La sécurité juridique en droit public et en droit européen
- Session de 1999** : La constitution de 1958 représente-t-elle un tournant dans l'histoire constitutionnelle française ?
- Session de 2000** : La primauté de la constitution vous paraît-elle assurée de façon satisfaisante en France aujourd'hui ?
- Session de 2001** : L'acte administratif et le respect du droit.
- Session de 2002** : Révisions constitutionnelles et « Sixième République ».
- Session de 2003** : Le droit au recours contre les actes administratifs.

**Session de 2004** : Le recours aux ordonnances

**Session de 2005** : La protection de la vie privée en droit public

**Session de 2006** : Le juge administratif et la loi

## **QUATRIEME EPREUVE - Note de Synthèse.**

**Session de 1973** : Etablir, en quatre pages environ, une synthèse des opinions et arguments exprimés dans les textes ci-joints, relatifs à la majorité civile et électorale.

### **LISTE DES DOCUMENTS**

- N° 1 - Sénat séance du 21 juin 1973 - Discussion générale
- N° 2 - Sénat séance du 21 juin 1973 - Discussion des articles.

**Session de 1974** : Etablir, en une note de quatre pages environ, une synthèse des documents ci-joints relatifs à la publicité.

### **LISTE DES DOCUMENTS**

- N° 1 - Loi du 2 juillet 1963 : articles 5 et 6
- N° 2 - Loi du 27 décembre 1973, articles 44 et 63-11
- N° 3 - Assemblée nationale, séance du 5 octobre 1973
- N° 4 - Cour de cassation (chambre criminelle) 27 novembre 1952
- N° 5 - Tribunal correctionnel de Troyes, 7 novembre 1967
- N° 6 - Cour d'appel de Paris (13e chambre) 20 décembre 1968 et note extrait III)
- N° 7 - Cour d'appel de Colmar, 16 avril 1958
- N° 8 - Cour de cassation (chambre criminelle) 5 avril 1962 et note
- N° 9 - Tribunal correctionnel de la Seine, 24 novembre 1965
- N°10 - Tribunal correctionnel de la Seine, 8 mai 1964
- N°11 - Tribunal de commerce de la Seine, 18 novembre 1953
- N°12 - Tribunal correctionnel de la Seine, 22 janvier 1966
- N°13 - Cour d'appel de Rouen, 22 Octobre 1966.

**Session de 1975** : Dans une note de quatre pages environ, dégager au vu des documents ci-joints, l'évolution jurisprudentielle et législative en matière d'indemnisation du préjudice causé par une détention provisoire - précédemment appelée préventive - non suivie de condamnation.

### **LISTE DES DOCUMENTS**

- N° 1 - Cassation civile, 23 novembre 1956, Dr Giry
- N° 2 - Douai, 3 janvier 1962, Lefant
- N° 3 - Lyon, 28 novembre 1962, Baud
- N° 4 - J. Leaute, Pour une responsabilité de la puissance publique en cas de détention préventive abusive (Dalloz-Sirey 1966 Chr XIII)
- N° 5 - Tribunal de grande instance de Paris, 15 octobre 1969, Ouaoukorri et note Batigne
- N° 6 - Tribunal de grande instance de Paris, 3 mars 1971, Benyaich
- N° 7 - Cassation civile 2e, 29 novembre 1973, Benyaich
- N° 8 - Paris, 18 janvier 1974, Thepot

- N° 9 - Loi du 17 juillet 1970
- N° 10 - Code de procédure pénale, article 626
- N° 11 - Code de procédure civile, article 505
- N° 12 - Cassation (commission d'indemnisation) 2 mars 1972

**Session de 1976** : Rédiger, partir des documents ci-joints, une note de synthèse, en quatre pages environ, relative à des responsabilités résultant de la pratique des sports.

**LISTE DES DOCUMENTS**

- N° 1 - Cour d'appel de Douai, décembre 1912
- N° 2 - Cour d'appel de Bordeaux, 14 avril 1931
- N° 3 - Tribunal civil de la Seine, 20 juin 1931
- N° 4 - Cour d'appel de Riom, 30 novembre 1931
- N° 5 - Cour d'appel d'Orléans, 19 avril 1937
- N° 6 - Cour d'appel de Lyon, 26 octobre 1950
- N° 7 - Cour de cassation chambre civile 2e section 6 janvier 1955
- N° 8 - Cour de cassation chambre criminelle, 24 janvier 1956
- N° 9 - Cour d'appel de Paris, 27 avril 1956
- N° 10 - Cour d'appel de Rouen, 17 octobre 1961
- N° 11 - Conseil d'état, 14 juin 1963
- N° 12 - Cour de cassation, chambre criminelle, 21 octobre 1965
- N° 13 - Conseil d'état, 21 décembre 1965
- N° 14 - Cour de cassation, chambre criminelle 8 mai 1967
- N° 15 - Cour de cassation 2e chambre civile 20 novembre 1968
- N° 16 - Cour d'appel de Caen, 20 mai 1969

**Session de 1977** : Rédiger, à partir des documents ci-joints, une note de synthèse, en quatre pages environ, relative au permis de chasser.

**LISTE DES DOCUMENTS**

- N° 1 - Article 22 de la loi de finances rectificative du 27 décembre 1974
- N° 2 - Débats parlementaires ; Sénat, séance du 16 avril 1975
- N° 3 - Débats parlementaires : Assemblée Nationale, 1e séance du 24 avril 1975
- N° 4 - Loi du 14 mai 1975 relative au permis de chasser
- N° 5 - Code rural : article 367 (nouveau) article 374 (nouveau) (extrait) article 374-1 (nouveau)

**Session de 1978** : Etablir, en une note de quatre pages environ, une synthèse des documents joints relatifs à la loi sur les prélèvements d'organes.

**LISTE DES DOCUMENTS**

- N° 1 - Loi n° 76-1181 du 22 décembre 1976 (J.O. du 23.12.1976)
- N° 2 - Décret n° 78-501 du 31 mars 1978 (J.O. du 04.04.1978)
- N° 3 - Circulaire du 3 avril 1978 (J.O. du 05.04.1978)

N° 4 - Débats parlementaires au Sénat du 18 novembre 1976 (J.O. pages 3316 à 3332)

**Session de 1979** : Etablir, en une note quatre pages environ, une note de synthèse des documents ci-joints se rapportant à l'action civile des associations.

### **LISTE DES DOCUMENTS**

- N° 1 - "L'action publique menacée". (A propos de l'action civile des associations civiles devant les juridictions répressives).  
"Ce serait élever par trop le débat que d'insister longuement sur le danger que fait courir à l'Etat la renaissance des collectivités qui sous le prétexte d'assurer l'équilibre entre les intérêts, le rompent à leur profit... La question est de savoir ce que serait la société où proliféreraient et agiraient les groupements dont certains, reconnaissons-le, sont mus par l'idéal le plus noble, mais dont d'autres -la lecture du journal officiel est à cet égard édifiante- nous entraînent au royaume d'Ubu."J.Larguier.
- N° 2 - Article 2 alinéa 1er du code de procédure pénale  
N° 3 - Article 2-1 du code de procédure pénale  
N° 4 - Article 187-1 du code pénal  
N° 5 - Article 416 du code pénal  
N° 6 - Article 46 alinéa 1er de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 sur l'orientation du commerce et de l'artisanat  
N° 7 - Article unique de la loi n° 75-229 du 9 avril 1975  
N° 8 - Article 26 alinéa 5 de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975  
N° 9 - Articles 3, 4, 5, 6, 7, 18 et 40 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976  
N°10 - Arrêt de la cour de cassation, Chambre criminelle du 10 novembre 1976  
N°11 - Article 44-1 de la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976  
N°12 - Arrêt de la cour d'appel de Colmar du 10 février 1977  
N°13 - Arrêt de la cour d'assises de Paris du 15 décembre 1977  
N°14 - Arrêt de la cour de cassation chambre criminelle du 31 janvier 1978

**Session de 1980 A** : Rédiger, à partir des documents ci-joints, une note de synthèse, en quatre pages environ, relative à l'interruption volontaire de grossesse.

### **LISTE DES DOCUMENTS**

- N° 1 - Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946  
N° 2 - Article 2 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales  
N° 3 - Loi n° 75-17 du 17 janvier 1975  
N° 4 - Décision du conseil constitutionnel du 15 janvier 1975 (J.O. 16 janvier 1975, page 6717)  
N° 5 - Tribunal de grande instance d'Aix en Provence, 10 mars 1977  
N° 6 - Intervention de Madame Monique Pelletier, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de la condition féminine (J.O. pages 10705 à 10707).  
N° 7 - Intervention de Madame Florence d'Harcourt (J.O. pages 10708 à 10709).

- N° 8 - Intervention de Monsieur Michel Debré (J.O. pages 10716 à 10720).
- N° 9 - Intervention de Monsieur Jacques Brunhes (J.O.; pages 10745 à 10746).
- N° 10 - Intervention de Monsieur Alain Richard (J.O. pages 10747 à 10749).
- N° 11 - Intervention de Monsieur Lucien Neuwirth (J.O. pages 10859 à 10860).

**Session de 1980 B** : Etablir, en quatre pages environ, une synthèse des documents ci-joints relatifs à la grève avec occupation des lieux de travail.

**LISTE DES DOCUMENTS**

- N° 1 - Aix référés, 22 janvier 1952 et Cour d'appel d'Aix 31 janvier 1952.
- N° 2 - Cour de cassation (Chambre criminelle) 4 décembre 1957.
- N° 3 - Cour d'appel Pau, 30 juin 1970, avec rapport et conclusions du ministère public.
- N° 4 - Cour d'appel Rennes, 5 juin 1972.
- N° 5 - Tribunal de grande instance d'Evry, 4 janvier 1974.
- N° 6 - Tribunal de grande instance de Bobigny, 12 février 1974.
- N° 7 - Tribunal de Grande Instance de Paris, 22 février 1974.
- N° 8 - Tribunal de grande instance de Paris, 12 mars 1974.
- N° 9 - Orléans référés, 8 et 17 mars 1975.
- N° 10 - Bayonne référés, 10 juin 1975.
- N° 11 - Beauvais référés, 2 février 1976.
- N° 12 - Cour de cassation (chambre sociale), 17 mai 1977.

**Session de 1981 A** : Rédiger une note de synthèse des documents ci-joints relatifs à la protection de la vie privée.

**LISTE DES DOCUMENTS**

- N° 1 - Article L 42 du Code des Postes et Télécommunications.
- N° 2 - Loi n° 70-643 du 17 juillet 1970, articles 22 et 23 (extraits)
- N° 3 - Tribunal de grande instance de Paris, jugement du 7 novembre 1975.
- N° 4 - Tribunal de grande instance de Saint-Etienne, jugement du 19 avril 1977.
- N° 5 - Tribunal de grande instance de Paris, ordonnance de référé du 11 juillet 1977.
- N° 6 - A. Tribunal de grande instance de Besançon, jugement du 20 mai 1977  
B. Cour d'appel de Besançon, arrêt du 5 janvier 1978
- N° 7 - A. Tribunal de grande instance de Montbéliard, jugement du 1er décembre 1978.  
B. Cour d'appel de Besançon, arrêt du 13 décembre 1979.

**Session de 1981 B** : Etablir, en quatre pages environ, une synthèse des documents ci-joints relatifs au divorce pour rupture de la vie commune.

**LISTE DES DOCUMENTS**

- N° 1 - Articles 237, 239, 240, 241 et 266 du Code Civil (loi n° 75-617 du 11 juillet 1975).
- N° 2 - Note de M. BRETON (Dalloz 1978, p. 201).
- N° 3 - Note de M. NORMAND (Revue trimestrielle de Droit civil 1978, p. 407).
- N° 4 - Note de M. LINDON (JPC. 1979, II, . 19.097).
- N° 5 - Tribunal de grande instance de Marseille. Jugement du 24 février 1978.
- N° 6 - Cour d'appel de Paris. Arrêt du 29 juin 1978.
- N° 7 - Cour d'appel de Reims. Arrêt du 12 octobre 1978.
- N° 8 - Cour d'appel de Paris. Arrêt du 16 février 1979.
- N° 9 - Cour d'appel de Bordeaux. Arrêt du 8 janvier 1980.

- N°10 - Cour de cassation. Arrêt du 11 juillet 1979.
- N°11 - Cour de cassation. Arrêt du 16 juillet 1979.
- N°12 - Cour de cassation. Arrêt du 23 janvier 1980.
- N°13 - Cour de cassation. Arrêt du 30 janvier 1980.

**Session de 1982 A** : Etablir, en quatre pages environ, une synthèse des documents ci-joints relatifs à l'amnistie.

**LISTE DES DOCUMENTS**

- N° 1 - Loi n° 81-736 du 4 août 1981 portant amnistie.
- N° 2 - Circulaire du 19 août 1981 relative à l'application aux agents publics et anciens agents publics de la loi n° 81-736 du 4 août 1981 portant amnistie.
- N° 3 - Circulaire du 20 août 1981 relative à l'application de l'article 14 de la loi n° 81-736 du 4 août 1981 portant amnistie.
- N° 4 - Cassation criminelle, 9 avril 1925.
- N° 5 - Cassation criminelle, 3 décembre 1970.

**Session de 1982 B** : En quatre pages environ, établir une note de synthèse des documents ci-après concernant diverses difficultés de la pratique des assurances de groupe.

**LISTE DES DOCUMENTS**

**I - TEXTES**

- Documents I-1 - Articles R.140-1, R.140-4, R.140-5 du Code des assurances.
- Document I-2 - Loi du 13 juillet 1979, article 6.

**II - DOCTRINE**

- Document II-1 - Extraits de l'ouvrage de Mme Lambert-Faivre
- Document II-2 - Extraits de l'article de Mme Paufin de Saint-Morel
- Document II-3 - Extraits de l'article de M. Berdot.

**III - JURISPRUDENCE**

- Document III-1 - Cassation civile, 13 avril 1972.
- Document III-2 - Cassation civile, 8 mai 1973.
- Document III-3 - Cassation civile, 14 décembre 1976.
- Document III-4 - Cassation civile, 23 février 1977.
- Document III-5 - Cassation civile, 29 novembre 1977.
- Document III-6 - Cassation civile, 5 décembre 1978.
- Document III-7 - Cassation civile, 20 juin 1979.
- Document III-8 - Cassation civile, 3 février 1981.
- Document III-9 - Cassation civile, 10 juin 1981.
- Document III-10 - Cassation civile, 27 octobre 1981.
- Document III-11 - Cassation civile, 1er décembre 1981.
- Document III-12 - Cassation civile, 9 décembre 1981.

**Session de 1983** : A partir des documents fournis concernant la responsabilité médicale, établir une note de synthèse en quatre pages environ.

**LISTE DES DOCUMENTS**

- N° 1 - Décret 81-582 du 15 mai 1981 relatif aux conciliateurs médicaux.
- N°2 - Proposition de loi portant création de commissions d'indemnisation compétentes en matière de responsabilité médicale.
- N° 3 - La responsabilité médicale par E.C. FROGE
- N° 4 - Conduite à tenir pour la prévention du risque médico-légal.

**Session de 1984** : Effectuez en quatre pages au maximum la synthèse des documents suivants relatifs à "l'erreur sur la substance".

**LISTE DES DOCUMENTS**

- N° 1 - Traité de droit civil de MM Marty et Raynaud, Les obligations, édition 1962, n° 120, 121 et 129.
- N° 2 - Note de M. Chatelain, professeur à l'Université de Paris I et à l'Ecole du Louvre. Répertoire de Defrenois, n) 32885, année 1982. Sous l'arrêt de la cour d'appel d'Amiens, 1er février 1982.
- N° 3 - Tribunal de grande instance de Paris, 1ère Chambre civile, 13 décembre 1972. Epoux Saint-Arroman contre Réunion des Musées Nationaux.
- N° 4 - Paris, 1ère Chambre civile, 2 février 1976. Réunion des musées nationaux contre époux Saint-Arroman et autres.
- N° 5 - Cour de cassation, 1ère Chambre civile, 22 février 1978. Epoux Saint-Arroman contre Réunion des musées nationaux et autres.
- N° 6 - Cour d'appel d'Amiens, audience solennelle, 1er février 1982. Réunion des musées nationaux et autres contre époux Saint-Arroman et autres.
- N° 7 - Cassation, 1ère Chambre civile, 13 décembre 1983. Epoux Saint-Arroman contre Réunion des musées nationaux et autres.
- N° 8 - Tribunal de grande instance de Paris, 21 janvier 1976. Spoturno Coty contre Société anonyme Heim et l'Etat français. Note de M. Philippe Malinvaud, professeur à l'université Paris II.
- N° 9 - Cassation, 1ère Chambre civile, 24 janvier 1979. Société Elido World Corporation contre Coigny et autres.
- N° 10 - Cour de cassation, 1ère Chambre civile, 26 février 1980. Maurin contre Fiacre.
- N° 11 - Cassation, 1ère Chambre civile, 1er juin 1983. Bulletin civil I, n°168, page 147, époux Macakanja contre Huillet, syndic de la liquidation des biens des époux Amardeilh-Blandinière et autres.

**Session de 1985** : Effectuez en quatre pages maximum la synthèse des documents ci-joints.

**LISTE DES DOCUMENTS**

- N° 1 - Extraits de l'ouvrage de M. Jean Carbonnier, Droit civil, édition PUF.
- N° 2 - Extraits de l'ouvrage de M. Jean Carbonnier, Essais sur les lois, Répertoire Defrenois, édition 1979.
- N° 3 - Extraits de l'ouvrage de M. Jean Carbonnier, Essais sur les lois, Répertoire Defrenois, édition 1979.
- N° 4 - Extraits de l'ouvrage de M. Jean Carbonnier, Droit civil, édition PUF, pages 165 et 166.
- N° 5 - Extraits du Cours du Droit, "La réforme du divorce", de Gérard Cornu, 1976.
- N° 6 - P. Raynaud, "Les divers visages du divorce", 1976, extraits d'une chronique DS 1976 Chr.
- N° 7 - Béatrice Monsallier, "Le divorce pour rupture de la vie commune", extraits d'un article paru à la RTD Civ., 1980.
- N° 8 - Claude Colombet, "La clause de dureté dans le divorce pour rupture de la vie commune", Mélanges Weill, Dalloz litec., 1983.
- N° 9 - A. Mazel et S. Bories, La réforme du divorce, IRETIJ, 1981.
- N° 10 - A. Mazel et S. Bories, La réforme du divorce, IRETIJ, 1981.
- N° 11 - Arrêt de la Cour d'appel de Paris, 29 juin 1978, époux V... (extraits).

- N°12 - Arrêt de la Cour de cassation du 4.2.1981 (2ème chambre civile). Extraits.
- N°13 - Jugement du Tribunal de grande instance de Perpignan du 29.2.1984 (T... c. dame N... I).

**Session de 1986** : Effectuez en quatre pages environ la synthèse des documents ci-joints relatifs au "monopole postal".

### LISTE DES DOCUMENTS

- N° 1 - Code des postes et télécommunications (extraits).
- N° 2 - Instruction générale du service des postes, fascicules III, livres I et VI (extraits)
- N° 3 - Chronique au DH 1938 (extraits).
- N° 4 - Article du journal Le Monde du 27 avril 1980.
- N° 5 - Deux réponses ministérielles à des questions écrites.
- N° 6 - Cassation, criminelle, 24 mai 1912, et Chambres réunies, 20 mai 1914 (sommaire).
- N° 7 - Paris, 14 mars 1980 : société GMT Courses.
- N° 8 - Paris, 19 mars 1982, et Cassation, criminelle, 22 mars 1983 (extraits) : société Appel Fret Courses Express.
- N° 9 - Tribunal administratif Grenoble, 11 février 1981 (extrait), et CE, 19 avril 1985 : Société CCMC Informatique de Gestion.
- N°10 - Tribunal administratif Pau, 25 novembre 1982 (extrait), et CE, 26 juillet 1985 (extrait) : société Procam.
- N°11 - Conclusions du commissaire du Gouvernement sur CE, 19 avril 1985 (extraits).
- N°12 - Observations in revue Juris PTT de janvier 1986 (extraits).

**Session de 1987** : A partir des documents joints, établir une note de synthèse de quatre pages environ.  
Thème : Détention provisoire et convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

### LISTE DES DOCUMENTS

- N° 1 - Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (extraits)
- N° 2 - Rapport présenté par M. G. LEVASSEUR au VIIe congrès de l'Association française des droit pénal, Bordeaux, novembre 1984 (extraits)
- N° 3 - Code de procédure pénale (extraits)
- N° 4 - Deux articles du journal Le Monde des 7 et 12 mai 1983 signés B. LE GENDRE
- N° 5 - Cour de Cassation, Chambre criminelle, 3 juin 1975 : arrêt RESPINO
- N° 6 - Cour de Cassation, Chambre criminelle, 3 janvier 1986 : arrêt VILLEMIN, suivi d'une note signée R. KOERNIG-JOULIN
- N° 7 - Cour de Cassation, Chambre criminelle, 6 mars 1986 : arrêt LAMARQUE, suivi d'une note signée D. MAYER et d'observations signées A. BRAUNSCHWEIG (extraits)
- N° 8 - Article de M. WILFRID JEANDIDIER, in Revue de sciences criminelles et de droit pénal comparé 1986, n° 4 : "détention provisoire, convention européenne des droits de l'homme et Code de procédure pénale, ou Valse-hésitation de la Chambre criminelle". (extraits)
- N° 9 - Cour européenne des droits de l'homme, 27 juin 1968 : affaire WEMHOFF (résumé des faits et analyse de la décision par M. V. BERGER)

- N°10 - Cour européenne des droits de l'homme, 10 novembre 1969 : affaire STOGMULLER (résumé des faits et analyse de la décision par M. V. BERGER)

**Session de 1988** : A partir des documents joints, établir une note de synthèse de quatre pages environ

Thème : La publicité des débats

**LISTE DES DOCUMENTS**

- N° 1 - E. BLANC et Y. VIATTE, Nouveau code de procédure civile commenté dans l'ordre des articles : "Art. 22"  
N° 2 - P. RAYNAUD, Rapport général, Secret et Procédure, Travaux de l'association Henri-Capitant, 1974, t.XXV  
N° 3 - R. PERROT, Institutions judiciaires, 1983, n° 552, 553; 556, 557  
N° 4 - P. KAYSER, le principe de la publicité de la justice dans la procédure civile (introduction), Mélanges HEBRAUD.  
N° 5 - Cour d'appel d'Aix en Provence, arrêt du 24 octobre 1983 et note DAMIEN  
N° 6 - Cour de cassation, 1ère Chambre civile, arrêt du 11 juillet 1983 (1er moyen)  
N° 7 - Cour de cassation, 1ère Chambre civile, arrêt du 10 janvier 1984 et conclusions de M. l'avocat général GULPHE  
N° 8 - Décision du Conseil d'Etat du 4 octobre 1974, "Dame David"  
N° 9 - Décision du Conseil d'Etat du 27 octobre 1978 "Sieur Debout"  
N°10 - Décision du Conseil d'Etat du 11 juillet 1984, "Docteur S..."  
N°11 - Cour européenne des droits de l'homme, assemblée plénière du 23 juin 1981, résumé et note DELAMARRE et opinion séparée de M. le juge PETTITI  
N°12 - Texte : article 6 de la convention européenne des droits de l'Homme

**Session de 1989** : A l'aide des documents joints, vous rédigerez une note de synthèse qui ne dépassera pas quatre pages, précisant à quelles conditions et suivant quelles procédures, les victimes peuvent obtenir réparation des dommages imputables à l'organisation ou au fonctionnement du service public de la justice et de l'administration pénitentiaire.

**LISTE DES DOCUMENTS**

- N° 1 - Articles 622, 623, 624, 626, 722 et 723 du code de procédure pénale  
N° 2 - Articles 505 à 516 du code de procédure civile.  
N° 3 - Articles 149, 149-1, 149-2 et 150 du code de procédure pénale, résultant de la loi du 17 juillet 1970, et décret n° 71-5 du 4 janvier 1971.  
N° 4 - Loi n° 72-626 du 5 juillet 1972, article 11  
N° 5 - Loi organique du 18 janvier 1979, article premier  
N° 6 - CE, 18 mai 1951, Dame veuve MOULIS  
N° 7 - TC, 27 novembre 1952, officiers ministériels de Cayenne  
N° 8 - CE, 3 février 1956, ministre de la justice contre sieur THOUZELLIER  
N° 9 - Cour de cassation, ch. civ., 23 novembre 1956, GIRY  
N°10 - CE, 28 novembre 1958, BLONDET  
N°11 - CE, 22 juillet 1969, L'ETANG  
N°12 - CE, 13 janvier 1971, Association de défense des contribuables du Touquet  
N°13 - CE, 29 décembre 1978, DARMONT  
N°14 - TC, 2 juillet 1979, AGELASTO  
N°15 - CE, 2 octobre 1981, ministre de l'Environnement et du Cadre de vie c/CLOATRE et autres  
N°16 - CE, 2 décembre 1981, garde des Sceaux, ministre de la Justice c/THEYS.  
N°17 - CE, 12 octobre 1983, Consorts Lévi

- N°18 - Cour de cassation, 1ère Chambre civile, 4 janvier 1983, LECZINSKI
- N°19 - CE, 27 mars 1985, garde des Sceaux, ministre de la Justice c/madame HENRY
- N°20 - CE, 15 mai 1985, madame RAMADE

**Session de 1990** : Rédigez, en quatre pages au maximum, une note à l'aide des documents joints, relatifs au délit d'initié.

**LISTE DES DOCUMENTS**

- N° 1 - Loi du 23 décembre 1970 modifiant l'article 10-1 de l'ordonnance du 28 septembre 1967.
- N° 2 - Loi du 3 janvier 1983, articles 34 et 35
- N° 3 - Loi du 22 janvier 1988, articles 16 à 18
- N° 4 - Loi du 2 août 1989 relative à la sécurité et à la transparence du marché financier, articles 1 à 13
- N° 5 - Décision du Conseil constitutionnel du 28 juillet 1989, Journal officiel, 1er août 1989 (extraits).
- N° 6 - Décret n° 90-263 du 23 mars 1990, articles 6 à 14
- N° 7 - "Délit d'initié", M. Jeantin et R. Viandier, Revue de droit bancaire et de la Bourse, mars-avril 1990
- N° 8 - "La COB a élaboré sept nouveaux textes sur la déontologie boursière", Ph. Guillaume, Les Echos, 13 mai 1990
- N° 9 - "La COB définit la notion d'initié", Le Monde, 6 mai 1990
- N°10 - Le "délit des initiés" va-t-il changer la Bourse ?, M. Delmas-Marty, Recueil Dalloz Sirey, 1977, chronique, p. 91
- N°11 - Les aspects répressifs de la réglementation boursière actuelle, Ch. Freyria, Revue de droit bancaire et de la Bourse, juillet-août 1988, p. 113
- N°12 - Le nouveau droit boursier français après la loi "Sécurité et transparence des marchés financiers", H. Synvet, Revue de droit bancaire et de la Bourse, janvier-février 1990, p. 3 (extraits:n°1 à 20)
- N°13 - Tribunal de grande instance de Paris, 30 mars 1979 et 18 avril 1979, et note A. Tunc, La semaine juridique, 1980, jurisprudence, n° 19306
- N°14 - Tribunal de grande instance de Paris, 28 janvier 1985, et note J.-P.Marchi, Recueil Dalloz, 1985, jurisprudence, p.357

**Session de 1991** : Rédigez, en quatre pages au maximum, une note à l'aide des documents joints, relatifs au nom d'usage.

**LISTE DES DOCUMENTS**

- N° 1 - Extraits du discours de M. Merlin, conseiller à la Cour d'appel de Versailles, 1978
- N° 2 - Loi du 6 fructidor an II
- N° 3 - Conférence des ministres de la Justice du Conseil de l'Europe, 1982
- N° 4 - Rapport sur une proposition de résolution de M. Masson, député
- N° 5 - Sondage d'opinion publié dans Elle
- N° 6 - J.O. Assemblée nationale, séance du 6 mai 1985
- N° 7 - J.O. Sénat, séance du 18 juin 1985
- N° 8 - Loi n° 85-1372 du 23 décembre 1985 (articles 43 et 56)
- N° 9 - Circulaire du 26 juin 1986
- N°10 - Colloque sur l'article 43 de la loi du 23 décembre 1985 (extrait du rapport de synthèse présenté par Mme Michelle GOBERT)
- N°11 - Question écrite de M. Malassagne, sénateur, du 22 janvier 1987
- N°12 - Question écrite de M. Masson, député, du 6 avril 1987
- N°13 - Circulaire du 4 novembre 1987
- N°14 - Jean Carbonnier, Droit Civil, tome I, 16e édition, p.302

**Session de 1992** : Rédigez, en quatre pages environ, une note de synthèse à l'aide des documents joints.

**LISTE DES DOCUMENTS**

- N° 1 - Articles 30 et 36 du traité instituant la C.E.E.
- N° 2 - Directive 65/65 du 26 janvier 1965 du Conseil de la C.E.E. (extraits)
- N° 3 - Arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes du 30 novembre 1983 (arrêt van Benekom ; extraits)
- N° 4 - Arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes du 16 avril 1991 (arrêt vp John ; extraits)
- N° 5 - Articles L.511 et L.512 du Code de la santé publique
- N° 6 - "Droit pharmaceutique", par J.M. Auby et F. Coustou (Litec, mai 1991, P.2 à 6)
- N° 7 - Circulaire du 25 novembre 1977 relative à la vitamine C
- N° 8 - "A la frontière du médicament", par E. Maillot-Bouvin (revue de la concurrence et de la consommation, mars/avril 1989 ; extraits)
- N° 9 - "La commercialisation de la vitamine C : la France isolée", par E. Maillot-Bouvin (revue de la Concurrence et de la Consommation, janvier/février 1992)
- N°10 - Arrêt du 22 février 1990 de la Cour de cassation (chambre criminelle)
- N°11 - Arrêt du 30 janvier 1989 de la Cour d'appel d'Angers
- N°12 - Conclusions de Monsieur le Premier Avocat Général Dontewille (extraits)
- N°13 - Arrêt du 6 mars 1992 de la Cour de Cassation, statuant en assemblée plénière.

**Session de 1993** : Rédigez, en quatre pages environ, une note de synthèse à partir des documents joints, relatifs aux interceptions des correspondances émises par la voie des télécommunications.

**LISTE DES DOCUMENTS**

- N° 1 - La panoplie de l'espion, *Le monde*, 24 octobre 1990.
- N° 2 - Questions parlementaires, Ecoutes des salariés, Assemblée nationale, 2 avril 1990
- N° 3 - Rapport, dit Rapport Schmelk, de Communication d'étude sur les écoutes téléphoniques remis à M. le Premier ministre, le 25 juin 1982 (extraits).
- N° 4 - Conclusions de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (premier rapport d'activité 1991-1992)
- N° 5 - Loi n°91-646 du 10 juillet 1991 relative au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications
- N° 6 - Cour de cassation, Chambre criminelle, 23 juillet 1985, affaire Kruslin (arrêt, extraits) et note P. Chambon (extraits).
- N° 7 - Cour européenne des droits de l'homme, 24 avril 1984, affaire Kruslin (extraits).
- N° 8 - Cour d'appel de Paris, Chambre d'accusation, 27 juin 1984, note de Jean Pradel.
- N° 9 - Convention européenne des droits de l'homme, article 8.
- N°10 - Cour de cassation, Assemblée plénière, 24 novembre 1989.
- N°11 - Cour de cassation, crim., 15 mai 1990.
- N°12 - Note Jeandidier, sous Cas. crim., 15 avril 1991 (extraits).
- N°13 - Cour de cassation, crim., 4 septembre 1991.
- N°14 - Loi n°91-646 du 10 juillet 1991 et les écoutes téléphoniques (extraits).
- N°15 - Commentaire de la loi n°91-646 du 10 juillet 1991 relative au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications.

**Session de 1994** : Rédigez une note de synthèse de quatre pages environ à partir des documents suivants relatifs au "Droit et à la procréation médicalement assistée".

**LISTE DES DOCUMENTS**

- N° 1 - Rapport au Premier Ministre, La vie en questions : Pour une éthique biomédicale, Jean-françois MATTEI, 1994, Extraits - L'insémination artificielle
- N° 2 - Projet de loi modifié par le sénat en première lecture relatif au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain, à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic parental, 19 Mai 1994
- N° 3 - Polémique autour des "Naissances virginales", Le Monde, 19 mars 1991.
- N° 4 - Cour d'Appel de Paris, (1er ch. c.), 29 Mars 1991, (X...c/Mme Y...) - Arrêt
- N° 5 - Chronique après la mort...Receuil DALLOZ, 31 Oct 1991, p.243 - 246,(extraits)
- N° 6 - Cour de cassation, Ass.plen., 31 Mai 1991, Arrêt
- N°7 - Cour de cassation (CIV.1ERE), 10 Juillet 1990, (X...C.Mme Z...et autre) - Arrêt -
- N°8 - Discours de R.BADINTER au Conseil de l'Europe - Droits de l'homme face aux progrès de la médecine - de la biologie et de la biochimie, (extraits)
- N°9 - Tribunal de Grande Instance de Nice, 30 Juin 1976
- N°10 - Des embryons humains congelés devront être détruits après le décès du père, Le Monde, 13 Mai 1994
- N°11 - Tribunal de Grande Instance Creteil, 1er CH.CIV., 1er Août 1984; Consorts P. C. le centre d'etude et de conservation du sperme (C.E.C.O.S) et autre.
- N°12 - Projet de loi relatif au respect du corps humain, 20 Mai 1994
- N°13 - Rapport du Premier Ministre, La vie en questions : pour une éthique biomédicale. Jean-françois MATTEI. 1994, extraits.
- N°14 - C.LABRUSSE - Les comités d'éthique médicale en France : Le point de vue d'un juriste
- N°15 - J.RUBELLIN-DEVICHI : Reflexions sur une proposition de loi "tendant à faire de l'insémination artificielle un moyen de procréation", in MELANGES Vincent. 1981, P.37 - Extraits -
- N°16 - Avis du comité national d'éthique sur les problèmes éthiques nés de la reproduction artificielle
- N°17 - Note C.NEIRINCK sous T.G.I Rennes 1 ere CH. CIV. 10 Juin 1993, Extraits

**Session de 1995** : Rédigez une note de synthèse de quatre pages environ à partir des documents suivants relatifs à « la laïcité à la française ».

**LISTE DES DOCUMENTS**

- N° 1 - *Le Monde*, 2/3/ avril 1995
- N° 2 - Conseil d'Etat, 14 avril 1995
  - 1. Consistoire central des israélites de France et a.
  - 2. Koen

- N° 3 - Avis du conseil d'Etat, 27 novembre 1989, notel J.P.C.,  
*L'actualité juridique - Droit administratif*, 20 janvier 1990
- N° 4 - Circulaire du Ministre de l'Education nationale, 20 septembre 1994
- N° 5 - *Le Monde*, 12/13 mars 1995
- N° 6 - Conseil d'Etat, 10 mars 1995
- N° 7 - Tribunal administratif de Clermont-Ferrand, 6 avril 1995
- N° 8 - *Le Monde*, 16/17 janvier 1994
- N° 9 - Conseil constitutionnel, 13 janvier 1994
- N°10- Cass. Civ., 17 octobre 1978, *Abbé Coache et autres C. abbé Bellego et autres*, D.1979-120
- N°11- Cass. Ass. plén., 19 mai 1978, *Dame R...C. Association pour l'éducation populaire Sainte-Y...*, Conclusion R.SCHMELCK, D.1978- 541
- N°12- Cass. Soc., 17 avril 1991, P... *C.Association Fraternité Saint-Pie X*,  
Observations A.SERIAUX, J.C.P. 1991-II-21724
- N°13- M.BARBIER, <Esquisse d'une théorie de la laïcité>, *Le Débat* 1993, pp.72-87

**Session de 1996** : Rédigez, à partir des documents ci-joints, une note de synthèse de quatre pages environ relative à la condition des étrangers en France.

**LISTE DES DOCUMENTS**

- DOC 1 : Conseil d'Etat, 28 février 1986, Ngako Jeuga - Recueil Lebon 1986 p. 49.50
- DOC 2 : Conseil d'Etat, 24 juin 1992, Zhou - *Gaz. Pal.* 1993, *Panorama de droit administratif* - 62
- DOC 3 : Conseil d'Etat, 31 juillet 1992, Loko - *ibidem*
- DOC 4 : Conseil d'Etat, 31 juillet 1992, Davoudian - *ibidem*
- DOC 5 : Audition du Ministre de l'Intérieur - Projet de loi (267) relatif à la maîtrise de l'immigration, juin 1993 - *J.O.* 1993 , impressions
- DOC 6 : Décision du Conseil Constitutionnel n° 93.323 DC du 5 août 1993 - *J.O.* 7 août 1993
- DOC 7 : Cour d'Appel de Paris, 14 janvier 1994 - *Juris Data, Docum.* n° 021339
- DOC 8 : Cour de Cassation - Civ. 1er juin 1994, Mme X... c/ Y..., note MASSIP - *Dalloz* 1995-263
- DOC 9 : Rapport d'information déposé par la Délégation de l'Assemblée Nationale pour les Communautés Européennes sur la proposition de directive du Conseil fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils n'ont pas la nationalité (n° E233), et présenté par M. André FANTON, député - 8 juin 1994
- DOC 10 : Tribunal des Conflits, 20 juin 1994, 2 espèces, Madaci et autres - *Dalloz* 1995.193
- DOC 11 : Tribunal Administratif de Paris, 16 décembre 1994, Mlle Tsui Ming Vonica Au - *Dalloz* 1995.445
- DOC 12 : Cour de Cassation - crim, 1er février 1995, H., note GUIMEZANES, *La semaine juridique* 1995, 2, 22463
- DOC 13 : Cour de Cassation - civ., 28 juin 1995, Préfet de la région Midi-Pyrénées...c/ Bechta - *La semaine juridique* 1995,2,22504
- DOC 14 : Tribunal Administratif de Lyon, 13 mars 1995, Mme Yalcin ép. Kabatas - *La semaine juridique* 1995,2,22484
- DOC 15 : Circulaire du Premier Ministre du 29 novembre 1995 relative au renforcement de la lutte contre le travail clandestin, *J.O.* 30 novembre 1995
- DOC 16 : *Le Monde*, 27 février 1996
- DOC 17 : *Le Monde*, 18 mai 1996
- DOC 18 : *Le Monde*, 4 juin 1996

**Session de 1997 :** Rédigez, à partir des documents joints, une note de synthèse de quatre pages environ relative à l'enfant en droit français.

- Document n° 1- J. CASTAIGNEDE, « L'avis de l'enfant mineur dans le divorce de ses parents », *Dalloz* 1992 P.121
- Document n° 2-Cour de cassation (Civ.1ère),10 mars 1993,*Dalloz* 1993-JP-361.
- Document n° 3-Cour de cassation (Crim.),8 février 1994,*Bull.crim.* 1994 n° 57
- Document n° 4-Cour de cassation (Crim.),25 mai 1994,*Bull.crim.* 1994 n° 199
- Document n° 5-Cour de cassation (Civ.1ère),15 juin et 12 juillet 1994, note H.MUIR WATT,*Revue critique de droit international privé* (1),janvier-mars 1995,p.98
- Document n° 6-Directive 94/33 CE du Conseil de l'Union Européenne du 22 juin 1994, relative à la protection des jeunes au travail, J.O. C.E. 20 août 1994, n° L.216/12 (extrait)
- Document n° 7-Cour de cassation (Civ.2ème),31 mai 1995,*Bull.civ.*1995 n° 165.
- Document n° 8-Cour d'appel d'Agen (1ère ch.),14 décembre 1995 et Cour de cassation (Civ.1ère),5 novembre 1996,*J.C.P.* 1997-II-22749
- Document n° 9-Cour de cassation (Civ-1ère),26 mars 1996,*J.C.P.* 1996-IV-1214
- Document n° 10-Conseil d'Etat, 29 mars 1996, *Recueil Lebon* 1996 P106.
- Document n° 11-Loi n° 96-604 du 5 juillet 1996 relative à l'adoption, *J.O.* 6 juillet 1996
- Document n° 12-Loi N° 96-1238 du 30 décembre 1996 relative au maintien des liens entre frères et soeurs, *J.O.* 1er janvier 1997
- Document n° 13-Cour de cassation(Civ.2ème),19 février 1997,note G.VINEY,*J.C.P.* 1997-II-2848
- Document n° 14-*Le Monde*, 15 mai 1997
- Document n° 15-*Le Monde*, 15 mai 1997
- Document n° 16-*Le Monde*, 30 mai 1997
- Document n° 17-*Le Monde*, Dossiers § Documents, juin 1997

### **Session de 1998 :**

Rédiger, à partir des documents joints, une note de synthèse de quatre pages environ, relative au sujet suivant : « Quel couple pour demain ? ».

DOC. 1 : Diderot - supplément au voyage de Bougainville.

DOC. 2 : Code Civil - art. 75, 144, 229.

DOC. 3 : L. Jossierant, l'avènement du concubinat, D. 1932, Chr. 13.

DOC. 4 : Cass. Ch. mixte - 27 f év. 1970, n. Combaldieu.

DOC. 5 : Cass. 1ère Civ. n. Massip « Les petites affiches » - 28 sept. 1994, n° 116-21

DOC. 6 : Trib. Adm. Paris - 25 janv. 1995 - *Dalloz* 1997, p. 647

DOC. 7 : Conseil d'Etat, 1ère et 4ème s. - sect. réun. 9 octo. 1996, n. Massip « Les petites affiches » - 11 juillet 1997 - n° 83.

DOC. 8 : Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales - art. 8 et art. 12.

DOC. 9 : Ph. Malaurie - Le mariage des homosexuels - D. n° 35 - 9 oct. 1997.

DOC. 10 : J.P. Pouliquen, Les couples hors mariage : un cadre juridique s'impose D. n° 41, 20 nov. 1997.

DOC. 11 : Cass. 3e civ. 17 déc. 1997 - *Dalloz* 1998, p.111, concl. Weber et n. Aubert.

DOC. 12 : J.- J. Lemouland : le pluralisme et le droit de la famille, post-modernité ou pré-déclin ? D. 1997, p. 133.

DOC. 13 : Texte relatif au pacte civil de solidarité proposé par MM. Patrick Bloche et Jean-Pierre Michel, 14 mai 1998.

DOC. 14 : Le rapport d'Irène Théry pose les jalons d'une politique familiale de gauche, Le monde - 15 mai 1998.

### ***Session de 1999:***

Rédiger, à partir des documents joints, une note de synthèse de quatre pages environ relative au droit au logement.

DOC. 1 : Déclaration universelle des droits de l'Homme, art 24, 25, 26

DOC. 2 : Code civil, art 215

DOC. 3 : Code civil, art 544

DOC. 4 : Code civil, art 1714,1719 et 1728

DOC. 5 : Loi du 1er septembre 1948, art 4 à 7

DOC. 6 : Loi du 22 juin 1982, art 1, 2 et 25

DOC. 7 : Loi du 23 décembre 1986, art 1 et 19

DOC. 8 : Loi du 6 juillet 1989, art 1, 14 et 24

DOC. 9 : Loi du 31 mai 1990, art 1

DOC. 10 : Cass 3ème civ 10 mars 1993, note Ph BIHR

DOC 11 : Cour d'appel de Paris arrêt du 21 juillet 1995- 1ère chambre

civile,sectionA DOC. 12 : Article de presse LE MONDE du 13 avril 1999

DOC. 13 : Article de presse LE MONDE du 16 mars 1999

DOC. 14 : Cass 3ème civ 18 mai 1994

DOC. 15 : Revue de presse octobre-décembre 1996 et avril 1997

DOC. 16 : Décision CONSEIL CONSTITUTIONNEL du 29 juillet 1998 (extraits)

DOC. 17 : Loi du 29 juillet 1998 (extrait)

DOC. 18 : Anne SINAY-CYTERMANN : La réforme du surendettement - Les innovations de la loi du 29 juillet 1998 de lutte contre les exclusions

DOC. 19 : Circulaire du 9 février 1999 relative à la prévention des expulsions locatives pour impayés

***Session de 2000*** : rédigez, à partir des documents joints, une note de synthèse de quatre pages environ relative à la lutte contre le tabagisme.

#### Liste des documents :

DOC 1 : loi n° 76-616 du 9 juillet 1976 relative à la lutte contre le tabagisme

DOC 2 : loi n° 89-18 du 13 janvier 1989 portant diverses mesures d'ordre social (article 35)

DOC 3 : loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme

DOC 4 : décision n° 90-283 du 8 janvier 1991 du Conseil Constitutionnel (extraits)

DOC 5 : note de Jean-Simon CAYLA (extraits)

DOC 6 : sommaire de jurisprudence et note sur la publicité en faveur du tabac

DOC 7 : arrêt de la Cour de Cassation du 29 juin 1999 et note Alain HAZAN

DOC 8 : chronique d'Isabelle DESBARATS : le droit à réparation des victimes directes du tabagisme

DOC 9 : chronique d'Alexis BUGADA : fumer nuit gravement à l'emploi

DOC 10 : arrêts de la Cour d'appel d'AIX-EN-PROVENCE du 14 décembre 1995 et du 19 décembre 1996.

DOC 11 : chronique de Yaël ATTAL : la loi EVIN est-elle partie en fumée ? (extraits)

DOC 12 : actualité sur la réglementation anti-tabac

***Session de 2001*** : rédigez, à partir des documents joints, une note de synthèse de quatre pages environ relative au principe de précaution.

Liste des documents :

DOC 1 : Le principe de précaution-rapport au premier ministre par M. KOURILSKY et Mme VINEZ – (Extraits).

DOC 2 : Du principe de précaution à la décadence – article de M ; Didier CREPIN – Lettre de l'institut de cindyniques n°23.

DOC 3 :Le principe de précaution dans la conduite des affaires humaines – Présentation de l'ouvrage réalisé sous la direction de M. Olivier GODARD. Le Monde diplomatique.

DOC 4 : Débat à l'occasion de la présentation du rapport de M. MACER « Alimentation, biotechnologies végétales et éthique » à l'UNESCO

DOC 5 : OGM le champ des incertitudes – Fiche n° 5 – réalisée par Envirodev (environnement et développement durable).

DOC 6 : Cour d'administrative d'appel de Bordeaux – 5 novembre 1998. COGEMA.

DOC 7 : Conseil d'Etat – 24 février 1999 – Société Pro-nat.

DOC 8 : «Jacques CHIRAC dénonce les excès du principe de précaution » - Le Monde 20 février 2001

DOC 9 : 'Le gouvernement veut imposer le principe de précaution dans les infrastructures de transport' Le Monde 21 mars 2001.

DOC 10 : Tribunal de première instance des communautés européennes – 16 juillet 1998 –

Laboratoire pharmaceutiques Bergaderm SA (extraits).

DOC 11 : Transfusion sanguine : un excès de prudence ? Article  
– Le Télégramme – 1997

DOC 12 : 15<sup>ème</sup> principe de la déclaration de Rio.  
Article 1<sup>er</sup> de la loi du 2 février 1995.

DOC 13 : Communication de la commission européenne sur le principe de  
Précaution. Février 2000.

DOC 14 : Principe de précaution et laxisme européen – article de M. LE PULL –  
L'Humanité 12 octobre 2000.

DOC 15 : Conseil d'Etat – 25 septembre 1998 – Association Greenpeace France.

DOC 16 : Précaution, un principe très politique.

Présentation de l'ouvrage de M. Olivier GODARD (Editions Solagral).

DOC 17 : Rapport de la commission d'enquête du Sénat sur les conditions  
d'utilisation des farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage...  
(Les rapports du Sénat n° 321 – 10 main2001 (extraits).

***Session de 2002*** : rédigez, à partir des documents joints, une note de synthèse  
de quatre pages environ relative au juge impartial

Liste des documents :

**Document n° 1** : CEDH Piersak c/Belgique 01/10/1982 (extraits §26 à 32)

**Document n° 2** : CEDH Sainte-Marie c/France 18/12/1992 (extraits §28 à 34)

**Document n° 3** : Cour de Cassation Crim. 08/04/1992 Bull. n° 152

**Document n° 4** : Cour de Cassation Crim. 07/04/1993 Bull. n° 152

**Document n° 5** : Cour de Cassation Crim. 30/11/1994 Bull. n° 390

**Document n° 6** : Cour de Cassation Crim. 29/02/1996 Bull. n° 99

**Document n° 7** : CEDH Remli c/France 23/04/1996 (extraits §43 à 48)

**Document n° 8** : « L'impartialité du juge » Marie-Anne FRISON-ROCHE D. 1999  
P Page 53

**Document n° 9** : Cour de Cassation AP.06/11/1998 (2 arrêts)  
JCP édition générale 02/12/1998 II n° 10198

**Document n° 10** : Cour de Cassation AP.05/02/1999  
Bulletin d'information de la Cour de Cassation du 15/04/1999  
Page 3

**Document n° 11** : Conseil d'Etat 03/12/1999 Didier et note Sudre (extraits §14 à 22)  
JCP édition générale 08/03/2000 ii N° 10267

**Document n° 12** : CEDH Buscemi c/Italie 16/09/1999 (extraits §64 à 69)

**Document n° 13** : Cour de Cassation Crim 16/05/2000 Bull n° 191

**Document n° 14** : Cour de Cassation Civ. 23/05/2000 et observations Sargos  
AJDA 20/09/2000 page 762

**Document n° 15** : Médiatisation du procès Pénal et impartialité du juge répressif  
Ordonnance du Premier Président Paris 26/10/2000 et note  
Marguenaud (extraits 2<sup>e</sup> partie)

**Document n° 16** : Cour de Cassation AP.24/11/2000 et note sous l'arrêt  
Procédures-éditions du juris-classeur janvier 2001 page 9

**Document n°17** : Cour de Cassation Crim 18/11/2000 Bull. n° 301

**Document n°18** : CEDH Delage e Magistrello c/France 24/01/2002 (extraits)

**Session de 2003** : rédigez, à partir des documents joints, une note de synthèse de quatre pages environ relative aux droits du malade.

Liste des documents :

- Document n° 1** : Chronique de Madame Yvonne LAMBERT-FAIVRE IIème partie  
Les droits des malades , usagers du système de santé  
(Revue LE DALLOZ 2002 n° 16)
- Document n° 2** : Chronique de Madame Yvonne LAMBERT-FAIVRE IIIème partie  
L'indemnisation des accidents médicaux  
(Revue LE DALLOZ 2002 n° 17)
- Document n° 3** : Extraits de la chronique de Monsieur Patrick MISTRETTA  
« Réflexions critiques sur un Droit en pleine mutation »  
(Revue Semaine Juridique juin 2002)
- Document n° 4** : Chronique de Monsieur Jean DE CESSEAU  
« La paralysie programmée de l'activité médicale au grand  
dommage des patients » (Revue GAZETTE DU PALAIS juin 2002)
- Document n° 5** : Commentaire de Monsieur Serge DEYGAS  
sur les décrets du 29 avril 2002 (Revue Procédures juin 2002)
- Document n° 6** : Chronique de Monsieur Christophe RADE  
La réforme de la Responsabilité Médicale après la loi du 4 mars 2002  
(Revue Responsabilité civile et assurances mai 2002)
- Document n° 7** : Arrêt du Conseil d'Etat 16 août 2002  
Dame F c/Centre Hospitalier de Saint-Etienne  
(Extrait – Juris-data n° 2002-064221)
- Document n° 8** : Jugement du Tribunal administratif de Lille 25 août 2002  
Jérôme G. et Dame Carole G. c/Centre Hospitalier Régional –  
Hôtel-Dieu de Valenciennes  
(Extrait – Juris-data n° 2002-184853)
- Document n° 9** : Chronique de Madame Céline MARCHAND  
« Le privilège de la douleur »  
(Revue LE DALLOZ 2002 n° 36)
- Document n°10** : Chronique de Monsieur Guy COURTIEU  
« L'indemnisation des accidents médicaux : des lois perverses »  
(Revue Responsabilité civile et assurances mars 2003)
- Document n°11** : Chronique de Monsieur Christophe RADE  
« L'obligation d'information en matière médicale et l'office du juge »
- Document n°12** : Arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux 5<sup>ème</sup> Chambre  
Du 28 novembre 2002  
(Extrait – Juris-data n° 2002-196131)
- Document n°13** : Ordonnance du juge des référés du tribunal de grande instance  
de Paris du 22 novembre 2002  
(Revue GAZETTE DU PALAIS février 2003)
- Document n°14** : Article paru le 28 avril 2003 dans le journal Libération
- Document n°15** : Loi n° 2002-303 du 4 mars 2002, relative aux droits  
des malades et à la qualité du système de santé  
(Extraits Journal Officiel du 5 mars 2002)
- Document n°16** : Arrêt Cour de Cassation chambre criminelle 12 février 2003  
(Extraits – Juris-data n° 2003-017921)
- Document n°17** : Note de présentation du décret n° 2002-619 du 26 avril 2002  
Relatif à l'application des peines établie par le Ministère de la Justice  
(extraits)

**Document n°18** : Chronique de Madame Maryse DEGUERGUE « Droits des malades et qualités du système de santé » (extraits revue AJDA juin 2002)

**Document n°19** : Dépêche AFP du 20 mai 2003

**Session de 2004** : rédigez, à partir des documents joints, une note de synthèse de quatre pages environ, relative à la révision de la prestation compensatoire.

Liste des documents :

- 1 : Arrêt de la Cour de cassation : Civ.1<sup>er</sup> 15/10/1996 et note de Monsieur YAMBA (Daloz 1997 P. 205et 206).
- 2 : Arrêt de la Cour de cassation : Civ.2<sup>ème</sup> 22/05/1979 et de la Cour de Poitiers du 7/05/1979 et note de Monsieur MASSIP (Daloz 1980 p.507.508.509)
- 3 : Note de l'ARPEC (Association pour la réforme de la Prestation compensatoire) sur la réforme de la prestation compensatoire (Extrait du Site INTERNET)
- 4 : Texte légaux sur la prestations compensatoire avant et après la réforme du 30/06/2000
- 5 : Projet de loi 2003 (Dossier Ministère de la Justice)
- 6 : Arrêt de la Cour de cassation : Civ. 2<sup>ème</sup> 28/01/1987 (Site LEGIFRANCE INTERNET)
- 7 : Arrêt de la Cour de cassation : Civ.2<sup>ème</sup> 27/10/1993 (site LEGIFRANCE INTERNET)
- 8 : Répertoire DALLOZ (CD Edition 1999) : Révision de la prestation compensatoire
- 9 : L'express 1999 : Des divorces très payants par Gilbert CHARLES.
- 10 : Question de Monsieur LAGARDE, Député, au garde des Sceaux du 17/02/04 (site Internet Assemblée Nationale)
- 11 : Question de Monsieur DECOOL, Député, au Garde des Sceaux du 15/09/03, (Site Internet de l'Assemblée Nationale).
- 12 : Le Figaro du 15/04/04 : «Les Députés face à la Question de la Prestation Compensatoire» par Henri PAILLARD et «Epouses abandonnées» par Astrid de LARMINAT
- 13 : Question de Monsieur MARIANI, député, au Garde des Sceaux du 28/04/03, (Site Internet de l'Assemblée Nationale).
- 14 : Audition de Mme GANANCIA, Juge aux Affaires Familiales du Tribunal de Grande instance de Nanterre, en date du 11/09/01 par la commission des lois de l'Assemblée nationale (site Internet de l'Assemblée Nationale)
- 15 : Comptes rendus de la commission des lois constitutionnelles sur la révision de la prestation compensatoire. (Site Internet de l'Assemblée Nationale)
- 16 : Daloz 1991 : Demande de révision de la prestation compensatoire par les héritiers du conjoint débiteur par Jean HAUSER (In CD DALLOZ)
- 17 : Daloz 1990 : La durée de la prestation compensatoire après divorce peut-elle être modifiée par Alain BENABENT (In D DALLOZ)
- 18 : Daloz 1995 : La pension prévue par l'article 207-1 du code civil est due par la succession et non par les héritiers par Michel GRIMALDI (In CD DALLOZ)
- 19 : Daloz 2001 : La dette d'aliments au profit d'un ascendant peut être supprimée en raison de l'état de chômeur du débiteur par Christophe WILMANN (In CD DALLOZ)

- 20 : Arrêt de la Cour de Cassation. Civ. 2<sup>ème</sup> 24/05/1991 (In CD DALLOZ)  
21 : Arrêt de la Cour de Cassation. Civ. 2<sup>ème</sup> 12/03/1997 (In CD DALLOZ)  
22 : Extraits de la loi adoptée définitivement le 6/05/2004. (Site Internet du SENAT).

**Session de 2005** : rédigez, à partir des documents joints, une note de synthèse de quatre pages environ, relative à l'indemnisation de la victime devant la commission d'indemnisation des victimes d'infractions.

Liste des documents :

- 1 : Article 706-3 à Article 706-15 du Code de procédure pénale  
2 : Article 222-22 à Article 222-30 du Code pénal  
Article 225-4-1 à Article 225-4-5 du Code pénal  
Article 227-25 à Article 227-27 du Code pénal  
3 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 02/03/1994  
4 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 21/07/1992  
5 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 29/04/2004  
6 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 22/04/1992  
7 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 20/04/2000  
8 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 02/11/1994  
9 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 01/04/1987  
10 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 27/11/1996  
11 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 18/06/1986  
12 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 01/04/1999  
13 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 01/07/1992  
14 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 01/01/1999 (extrait)  
15 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 06/11/1996 (extrait)  
16 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 23/06/1993 (extrait)  
17 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 23/10/2003 (extrait)  
18 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 01/07/1992 (extrait)  
19 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 19/02/1997  
20 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 18/06/1997  
21 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 16/02/1994  
22 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 30/11/2000  
23 : Avis rendu par la Cour de cassation le 29/09/1998  
24 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 18/06/1997  
25 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 02/02/1994  
26 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 13/12/2001  
27 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 15/04/1999  
28 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 23/01/2003  
29 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 23/06/1993  
30 : Cour d'appel de Montpellier 10/09/1996  
31 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 05/11/1998 (extrait)  
32 : Tribunal de grande instance de Colmar  
Commission d'indemnisation des victimes d'infractions  
02/07/1992 (extrait)  
33 : Cour d'appel de Paris 1<sup>er</sup> cgalbre B 25/10/2001 (extrait)  
34 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 09/06/1993 (extrait)  
35 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 09/06/1993 (extrait)  
36 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 29/03/2001 (extrait)

- 37 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 06/01/1993 (extrait)
- 38 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 15/04/1999 (extrait)
- 39 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 01/07/1992 (extrait)
- 40 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 13/12/2001 (extrait)
- 41 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 07/05/2002 (extrait)
- 42 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 23/06/1993
- 43 : Cour de cassation 2<sup>ème</sup> chambre civile 15/11/2001

**Session de 2006** : rédigez, à partir des documents joints, une note de synthèse de quatre pages environ, relative à la réglementation des soldes.

Liste des documents :

- 1 : Article L.310-1 du Code de commerce
- 2 : Article L.310-3 du Code de commerce
- 3 : Article L.310-5 du Code de commerce
- 4 : Cour d'appel de Bordeaux 3<sup>ème</sup> chambre correctionnelle 03/06/05
- 5 : Cour de cassation chambre commerciale 02/06/04
- 6 : Cour de cassation chambre criminelle 15/10/02
- 7 : Cour de cassation chambre criminelle 06/03/01
- 8 : « Thierry Breton veut multiplier les soldes » A.F.P. du 08/01/06
- 9 : IPSOS du 08/01/06
- 10 : «Le père Noël revient pendant les Soldes d'hiver...» IFOP du 07/01/03
- 11 : Cour d'appel de Paris 13 A 26/03/02
- 12 : «Multiplier les soldes : une idée à double tranchant, selon les économistes» , A.F.P. du 10/01/06 IFOP du 07/01/03
- 13 : Cour de Cassation chambre criminelle 19/02/03
- 14 : Cour de Cassation chambre criminelle 23/01/01
- 15 : Cour de Cassation chambre criminelle 13/01/04
- 16 : Cour de Cassation chambre criminelle 27/05/03
- 17 : « La réglementation des soldes divise le gouvernement »Le Monde 11/01/06
- 18 : « L'Allemagne pleure ses soldes à date fixe »Le Journal du Net 15/01/06
- 19 : «Soldes : comment faire des affaires de façon futée », La Tribune de Genève 09/01/06
- 20 : «Les soldes, un rituel international de moins en moins réglementé », Le Journal du Net 15/01/2006
- 21 : Décret n° 62-1463 du 26 novembre 1962
- 22 : Décret n° 96-1097 du 16 décembre 1996
- 23 : Cour de Cassation chambre commerciale 28/01/04 et Note

## TROISIEME CONCOURS :

### *Session de 1996 :*

**CULTURE GENERALE** : même sujet que pour le premier et le deuxième concours

**DROIT CIVIL** : Répondre de façon concise aux questions suivantes :

- « La preuve des actes juridiques »
- « Les droits successoraux du conjoint survivant »
- « Le présumé absent »
- « Les clauses de monnaies étrangères »
- « Nullité absolue et nullité relative des contrats »
- « La distinction du contrat commutatif et du contrat aléatoire »

**DROIT PENAL** : Rédiger une étude juridique sur l'erreur sur le droit à l'aide des documents joints

Liste des documents :

- DOC 1 : Cass. Crim., 9 octobre 1958, Bull. crim. n°615 (p. 3 et 4)
- DOC 2 : Cass. Crim., 8 février 1966, Bull. crim. n°36 (p. 5 et 6)
- DOC 3 : JOAN CR, séance du 11 octobre 1989, p. 3446 (p. 7 et 8)
- DOC 4 : Circulaire du 14 mai 1993, in Code Pénal Dalloz, 1995-1996 p. 236 (p. 9)
- DOC 5 : Extrait de l'ouvrage de MM. DESPORTES et LE GUNEHEC, le nouveau droit pénal, Economica, 1994 (p. 10 et 11)
- DOC 6 : Cass. Crim., 11 octobre 1995, Bull. crim., n° 301 (p. 12 et 13)
- DOC 7 : Cass. Crim., 15 novembre 1995, Bull. crim., n° 350 (p. 14 et 15)

**DROIT PUBLIC ET DROIT EUROPEEN** : Rédiger, à partir des documents ci-joints, une étude juridique relative au régime des lois de validation et à leur incidence sur le sort des procédures contentieuses :

Liste des documents :

- DOC 1 : Conseil d'Etat Assemblée, 1er déc. 1961, sieur LACOMBE
- DOC 2 : Conseil d'Etat Section, 11 mai 1979, BOULENGER
- DOC 3 : Conseil d'Etat, 25 mai 1979, Secrétaire d'Etat aux Universités
- DOC 4 : Conseil d'Etat, Section 7 mars 1980, Association de défense des intérêts des étudiants de l'Université Paris XIII et autres
- DOC 5 : Conseil Constitutionnel Décision n° 80.119 DC du 22 juillet 1980
- DOC 6 : Conseil Constitutionnel Décision n° 82.155 DC du 30 déc. 1982
- DOC 7 : Conseil Constitutionnel Décision n° 86.223 DC du 29 déc. 1986
- DOC 8 : Conseil d'Etat, 23 nov. 1987, CAILLON
- DOC 9 : Conseil Constitutionnel Décision n° 88.250 DC du 29 déc. 1988
- DOC 10 : Conseil d'Etat Assemblée, 27 oct. 1995, Ministre du logement
- DOC 11 : Conseil Constitutionnel Décision n° 95.369 DC du 28 déc. 1995

**NOTE DE SYNTHESE** : même sujet que pour le premier et le deuxième concours.

### ***Session de 1997:***

**CULTURE GENERALE** : même sujet que pour le premier et deuxième concours

**DROIT CIVIL** : ◇- le fondement de la responsabilité des père et mère du fait de leur enfant

◇- les clauses limitatives de responsabilité.

◇- la fente successorale.

◇- le calcul de la lésion

◇- La curatelle

**DROIT PUBLIC ET DROIT EUROPEEN** : Rédiger une étude juridique sur le régime des sanctions administratives à partir des documents joints.

Liste des documents :

**n°1:** Conseil d'Etat Section 5 mai 1944, Dame Veuve TROMPIER GRAVIER

**n°2:** Conseil Constitutionnel Décision n° 82-155 DC du 30 décembre 1982 (extrait)

**n°3:** Conseil Constitutionnel Décision n° 89-260 DC du 28 juillet 1989 (extrait)

**n°4:** Conseil d'Etat Assemblée 1er mars 1991, LE CUN (extrait)

**n°5:** Conseil d'Etat Assemblée 11 mars 1994, Société La Cinq (extrait)

**n°6:** Conseil d'Etat Assemblée 17 février 1995, HARDOUIN

**n°7:** Conseil d'Etat Assemblée 17 février 1995, MARIE

**n°8:** Conseil d'Etat Section Avis 31 mars 1995, Ministre du Budget/Sarl Auto Industrie Méric

**n°9:** Conseil d'Etat Avis 5 avril 1996, HOUDMOND

**n°10:** Conseil Constitutionnel Décision n°96-378 DC du 23 juillet 1996 (extrait)

**n°11:** Conseil d'Etat Avis 4 avril 1997, JAMMET (extrait)

**n°12:** Conseil d'Etat Section Avis 23 avril 1997, Préfet de la Manche (extrait)

**DROIT PENAL** : Rédiger une étude juridique sur l'imprudence en droit pénal à partir des documents joints

Liste des documents

1. Article 319 du code pénal

2. Paris, 9 juillet 1982, D.82,som.496

3. Cass. Crim. 4 octobre 1990,Ed. Techniques, Droit pénal, 1991 n°7

4. Article 121-3 du code pénal de 1992 antérieur à la loi du 16 mai 1996

5. Article 121-3 du code pénal de 1992 modifié par la loi du 16 mai 1996

6. « L'imprudence en droit pénal », P. Salvage, JCP96,I,3984

7. Cass. Crim. 19 novembre 1996,Bull.Crim.n°413

8. Extrait de l'ouvrage de MM. Desportes et le Gunehec, « Le nouveau droit pénal economica 1994. »

**NOTE DE SYNTHESE** : même sujet que pour le premier et le deuxième concours

## ***Session de 1998 :***

**CULTURE GENERALE** : même sujet que pour le premier et le deuxième concours

**DROIT CIVIL** :

- Les actions possessoires
- Le changement de régime matrimonial
- La responsabilité du commettant
- Le commencement de preuve par écrit
- Le dol

**DROIT PENAL** : Rédiger, à partir des documents joints, une étude juridique relative à la responsabilité pénale des personnes morales.

**LISTE DES DOCUMENTS** :

- DOC 1 :Circulaire du 14 mai 1993 relative à l'entrée en vigueur des dispositions de la partie législative du nouveau Code Pénal (Code Dalloz 1997 - 1998, p. 707, n° 27).
- DOC 2 :Circulaire du 26 janvier 1998 relative à un premier bilan de l'application des dispositions du nouveau Code Pénal concernant la responsabilité pénale des personnes morales (la semaine juridique Entreprise et Affaires, n° 10, 5 mars 1998).
- DOC 3 : Tribunal correctionnel de Verdun, 12 juillet 1995.
- DOC 4 :Tribunal correctionnel de Paris, 3 novembre 1995.
- DOC 5 :Tribunal correctionnel de Versailles, 18 décembre 1995.
- DOC 6 :Tribunal correctionnel de Strasbourg, 9 février 1996.
- DOC 7 : Tribunal correctionnel de Grenoble, 15 septembre 1997.
- DOC 8 : Tribunal correctionnel de Lyon, 9 octobre 1997.
- DOC 9 :Cass. Crim. 30 octobre 1995.
- DOC 10 :Cass. Crim. 2 décembre 1997, avec le rapport de M. Frédéric DESPORTES.
- DOC 11 :Cass. Crim. 9 décembre 1997.

**DROIT PUBLIC ET DROIT EUROPEEN** : Rédiger, à partir des documents joints, une étude juridique relative à l'exercice de la liberté d'expression en droit français.

Liste des documents :

- DOC 1 : Hauriou - Précis de droit constitutionnel 1929.
- DOC 2 :Montesquieu - De l'esprit des Lois 1748, Livre XII chap. XI et XIII alinéa 1
- DOC 3 :Daunou - Essai sur les garanties individuelles que réclame l'état actuel de la société 1819.
- DOC 4 :Préambule du projet de constitution du 19 avril 1946 : article 14.
- DOC 5 :Constitution française du 4 octobre 1958 : article 1 ; Préambule de la Constitution : déclaration des droits de l'homme de 1789 articles 10 et 11.
- DOC 6 : Loi du 29 juillet 1880 : articles 23, 24 et 24 bis.
- DOC 7 : Convention européenne des droits de l'homme : articles 10 et 17.
- DOC 8 :Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (21 déc. 1965), art. 4 ; déclaration française (J.O. 10 nov. 1971, p. 11100).
- DOC 9 : Cour européenne des droits de l'homme, 23 sept. 1994 (A n° 298 Jersild - extraits).
- DOC 10 : Commission européenne des droits de l'homme, rapport du 8 avril 1997 dans l'affaire Lehideux-Isorni contre France (affaire portée devant la Cour - extraits).
- DOC 11 : Cass. Crim. 16 nov. 1993 (affaire Laurens, Lehideux, Isorni et Massol).

**NOTE DE SYNTHESE** : même sujet que pour le premier et le deuxième concours

## ***Session de 1999 :***

**CULTURE GENERALE** : même sujet que pour le premier et le deuxième concours

- DROIT CIVIL** :
- L'absence
  - La contre-lettre
  - La prestation compensatoire
  - Les preuves parfaites
  - L'extinction des servitudes

**DROIT PENAL** : Rédiger, à partir des documents joints, une étude juridique relative aux détournements commis par le dirigeant d'entreprise.

Liste des documents :

- DOC 1 : Article du journal Le Monde : «A Paris, douze magistrats solitaires face à la délinquance en col blanc ».
- DOC 2 : a. 314-1 du Code pénal ; a. 425 et 437 de la loi du 24 juillet 1966  
a. 197 de la loi du 25 janvier 1985
- DOC 3 : Crim. 2 avril 1990.
- DOC 4 : Crim. 28 mars 1996.
- DOC 5 : Crim. 6 février 1997, J.C.P. 1997. II 22823, note Pralus (extraits).
- DOC 6 : Crim. 27 octobre 1997, J.C. P. 1998. II.10.017, note Pralus (extraits).
- DOC 7 : Crim. 4 septembre 1996, revue des sociétés 1997, p. 365, note Bouloc
- DOC 8 : Crim. 20 juillet 1993.
- DOC 9 : Crim. 18 juin 1998 (2 arrêts), Revue de droit pénal 1998, comm. 156, note J.H. Robert.
- DOC 10 : Crim. 16 février 1999.

**DROIT PUBLIC ET DROIT EUROPEEN** : Rédiger, à partir des documents joints, une étude juridique relative aux problèmes contemporains de la liberté religieuse en France.

Liste des documents :

- DOC 1 : Constitution du 4 octobre 1958 : préambule et article 1er.  
Préambule de la constitution du 27 octobre 1946
- DOC 2 : Convention européenne des droits de l'Homme : article 9.
- DOC 3 : Loi du 9 décembre 1905 : articles 1 et 2.
- DOC 4 : Nimes, 10 juin 1967, C.... c/dame C..., note Carbonnier, Dalloz 1969.366.
- DOC 5 : C. E.14 mai 1982, Association internationale pour la conscience de Krishna.
- DOC 6 : C.E. 1er février 1985, Association chrétienne « les témoins de Jéhovah de France »  
a) conclusions Delon R.D.P. 1985 483 s  
b) note Robert, R.D.P. 1985 497s
- DOC 7 : Cass. civ. 11 juin 1991 X... c/Mme X..., Dalloz 1991.526.
- DOC 8 : C.E. 17 février 1992, Eglise de Scientologie de Paris.
- DOC 9 : C.E. 24 avril 1992, département du Doubs c/F.
- DOC 10 : C.E. 2 novembre 1992, Kherouaa
- DOC 11 : C.E. 25 novembre 1994, Association culturelle israélite Cha'are Shalom Ve-Tsedek.
- DOC 12 : C.E. 10 mars 1995, Aoukili
- DOC 13 : C.E. Ass. 14 avril 1995, Koen, et conclusions Y. Aguila
- DOC 14 : Lyon, 28 juillet 1997, Min. public c/Veau et autres (affaire de la Scientologie de Lyon) extraits.

**NOTE DE SYNTHESE** : même sujet que pour le premier et le deuxième concours

## ***Session 2000 :***

**CULTURE GENERALE** : même sujet que pour le premier et le deuxième concours

### **DROIT CIVIL :**

- La signature électronique
- La responsabilité civile du préposé
- La capacité du mineur
- L'aveu
- La jurisprudence source de droit

**DROIT PENAL** : rédiger à partir des documents joints, une étude juridique relative au champ d'application des qualifications pénales d'homicide

DOC 1 : Cour de Cass. Crim. 16 janvier 1986 – note Mayer et Gazounad – note Pradel

DOC 2 : Cour de Cass. Crim. 30 juin 1999 – obs. Rebut (droit de la famille déc. 1999) – note Mayaud (Rev. sc. Crim. Oct.-déc. 1999 p 813, s.)

DOC 3 : C.A. Reims, 3 février 2000, Droit pénal mai 2000 et note

DOC 4 : Cour de Cass. Crim. 2 juillet 1998 – note Rassat – note Pradel – obs. Mayaud

DOC 5 : Le Monde, 23 février 1996

DOC 6 : Le Monde, 20 décembre 1999

DOC 7 : Cour de Cass. Crim. 19 février 1997 et note Legros

DOC 8 : Comité Consultatif National d'Ethique 27 janvier 2000 p. 18 à 23

**DROIT PUBLIC ET DROIT EUROPEEN** : rédiger, à partir des documents joints, une étude juridique relative au pouvoir de nomination aux emplois civils et militaires.

DOC 1 : Constitution : articles 13 et 21

DOC 2 : Ordonnance n° 58-1136 du 28 novembre 1958 portant loi organique concernant les nominations aux emplois civils et militaires.

DOC 3 : Décret n° 59-587 du 29 avril 1959 relatif aux nominations aux emplois de direction de certains établissements publics, entreprises publiques et sociétés nationales et décret n° 95-14 du 17 janvier 1995 modifiant la liste annexée au décret n° 59-587 du 29 avril 1959.

DOC 4 : Ordonnance n° 45-2283 du 9 octobre 1945

DOC 5 : Code rural (extraits)

DOC 6 : Code forestier (extraits)

DOC 7 : Code du travail (extraits)

DOC 8 : Code de la santé publique (extraits) et loi n° 98-535 du 1<sup>er</sup> juillet 1998 (extraits)

DOC 9 : Loi de nationalisation du 11 février 1982 (extraits)

DOC 10 : Loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (extraits)

DOC 11 : Loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 portant création du centre national d'art et de culture Georges Pompidou

DOC 12 : Décret n° 92-36 du 9 janvier 1992 relatif aux nominations des conservateurs généraux des bibliothèques

DOC 13 : CC : décision 69-56 L du 9 Juillet 1969

décision 80-114 L du 15 octobre 1980

- décision 86-217 DC du 18 septembre 1986  
décision 89-256 DC du 25 Juillet 1989  
DOC 14 : CE : décision du 27 avril 1962 Syndicat national des élèves conseillers  
et conseillers au travail et à la législation sociale  
décision du 27 avril 1962 Sicard  
décision du 28 juin 1963 Bardon  
DOC 15 : liste des emplois de direction dans les établissements publics, entreprises  
publiques et sociétés nationales relevant d'une nomination par décret simple.

**NOTE DE SYNTHÈSE** : même sujet que pour le premier et le deuxième concours

### ***Session 2001 :***

**CULTURE GÉNÉRALE** : même sujet que pour le premier et le deuxième concours

#### **DROIT CIVIL :**

- Le préjudice de l'enfant né handicapé
- L'obligation in solidum
- La réforme de la prestation compensatoire
- La gestion de l'indivision
- Les sanctions de l'inexécution du contrat

**DROIT PÉNAL** : rédiger à partir des documents joints, une étude juridique synthétique et structurée, relative à la dématérialisation des atteintes aux biens.

- DOC 1 : Article 311-1 du Code pénal  
DOC 2 : Cass. Crim. 8 janvier 1979, D. 1979, p. 509, note Corlay  
DOC 3 : Cass. Crim. 12 janvier 1989, Bull. crim., n° 14  
DOC 4 : Article 311-2 du Code pénal  
DOC 5 : Article 313-1 al. 1 du Code pénal  
DOC 6 : Article 321-1 al.1 du Code pénal  
DOC 7 : Article 323-1 du Code pénal  
DOC 8 : Article 323-3 du Code pénal  
DOC 9 : Article 314-1 al. 1 du Code pénal  
DOC 10 : Cass. crim. 9 mars 1987, JCP 1988, II, 20913, note Devèze  
DOC 11 : Cass. Crim 14 novembre 2000, D. 2001, p. 1423, note De Lamy  
DOC 12 : Cass. Crim. 3 avril 1995, JCP 1995, II, 22429  
DOC 13 : Tribunal correctionnel Le Mans, 16 fév. 1998, JCP 1999, II, 10011  
DOC 14 : S. Jacopin, Le début d'une évolution sur la nature de la chose susceptible  
d'appropriation frauduleuse, Droit pénal 2001, chronique p. 4  
DOC 15 : Cass. Crim., 13 mai 1991, Bull. Crim., n° 200  
DOC 16 : Cass. Crim., 30 novembre 1999, Bull. Crim., n° 282

**DROIT PUBLIC ET DROIT EUROPÉEN** : rédiger à partir des documents joints, une étude juridique synthétique et structurée, relative à l'influence de l'article 6-1 de

la convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur le droit français.

DOC 1 : Article 6-1 de la convention européenne des droits de l'homme

DOC 2 : CEDH, 26 septembre 1995, Diennet (extrait)

DOC 3 : CEDH, 8 juin 1976, Engel (extrait)

DOC 4 : CEDH, 31 mars 1998, Reinhardt et Slimane-Kaïd (extrait)

DOC 5 : CC 88-1113 du 8 novembre 1988, AN Seine St-Denis

DOC 6 : CE, Assemblée, 14 février 1996, Maubleu

DOC 7 : CE, section 29 juillet 1994, Département de l'Indre

DOC 8 : CE, assemblée, 3 décembre 1999, M. Didier

DOC 9 : Décret 69-810 du 2 août 1969 modifié (extrait)

DOC 10 : CE, 27 septembre 1999, M. Rouxel

DOC 11 : CE, 29 juillet 1998, Mme Esclatine

DOC 12 : Cour de cassation, Ass. Plénière, 5 février 1999, Oury et autres

DOC 13 : Cour de cassation, Ch. Commerciale, 5 octobre 1999, Société  
Campenon Bernard

**NOTE DE SYNTHÈSE** : même sujet que pour le premier et le deuxième concours

### ***Session 2002*** :

**CULTURE GÉNÉRALE** : même sujet que pour le premier et le deuxième concours

#### **DROIT CIVIL** :

- Les revirements de jurisprudence
- La capacité contractuelle du mineur
- Le transfert de propriété par l'effet du contrat
- Les droits successoraux du conjoint survivant

**DROIT PENAL** : rédiger à partir des documents joints, une étude juridique synthétique et structurée, relative à la responsabilité pénale du Président de la République.

DOC 1 : Article 68 de la Constitution du 04 octobre 1958

DOC 2 : Cour de Cassation-Assemblée Plénière-10 octobre 2001

DOC 3 : Le Monde du 14 janvier 2000

« Le Juge d'instruction demeure compétent »

DOC 4 : La responsabilité pénale du Président de la République

Le courrier du Procureur général près la Cour de Cassation

Au Procureur général près la Cour d'appel de Versailles

Dalloz 2001 page 135

DOC 5 : « L'immunité » présidentielle n'est pas l'impunité

Le Figaro 11 octobre 2000

DOC 6 : Conseil Constitutionnel Communiqué 10 octobre 2000

DOC 7 : « C'est au parlementaires de mettre le président en accusation »

Aujourd'hui en France 11 octobre 2000

DOC 8 : La Cour de Cassation et le statut pénal du Président de la

République (A propos de l'arrêt de l'Assemblée Plénière du 10 octobre 2001) par G. Delaloy. Droit Pénal Janvier 2002 page 4

DOC 9 : Un recours sur le statut pénal du Président met en cause la Cour de Cassation par Hervé Gattagno. Le Monde 05 décembre 2001

DOC 10 : Chronique « Droit constitutionnel » par B. Mathieu et M. Verpeaux JCP-2002-1-130

DOC 11 : Chronique Procédure pénale-Action publique par A. Guidicelli RSC 2002 page 128

DOC 12 : « La citation contre Giscard en 1974 ? Une affaire de routine » Libération 11 octobre 2000

DOC 13 : « A propos du statut pénal du chef de l'Etat : Convergences et Divergences entre le Conseil Constitutionnel et la Cour de Cassation » RSC 2002 page 59 (extraits)

DOC 14 : Note Charles Debbasch D.2002 N° 3 - Jurisprudence

**DROIT PUBLIC ET DROIT EUROPEEN** : rédiger à partir des documents joints, une étude juridique synthétique et structurée, relative à la responsabilité de l'Etat du fait de la justice.

1 : Code de procédure pénale : articles 149 à 150 modifiés par les articles 70 à 72 de la loi n° 2000-515 du 15 juin 2000 et article 626 modifié par l'article 25 de la loi n° 99-515 du 23 juin 1999

2 : Code de l'organisation judiciaire : article L. 781-1

3 : TC, 27 novembre 1952, Préfet de la Guyane

4 : Cass. Civ 23 mars 1956, Trésor public c/Giry

5 : CE, Ass., 29 décembre 1978, Darmont

6 : Cass. Civ. 1<sup>ère</sup>, 30 juin 1996, Morand

7 : Cass. Civ. 1<sup>ère</sup>, 13 octobre 1998, Consorts Meloux

8 : TGI Paris, 5 novembre 1997, Gauthier

9 : CE, 14 janvier 1998, Dagorn

10 : Cass. Civ. 1<sup>ère</sup>, 9 mars 1999, Malaurie

11 : Cour d'Appel de Paris, 25 octobre 2000, M.X.c/M.Y.

12 : Cass. Ass. Plénière, 23 février 2001, Consorts Bolle

**NOTE DE SYNTHESE** : même sujet que pour le premier et le deuxième concours

**Session 2003 :**

**CULTURE GENERALE** : même sujet que pour le premier et le deuxième concours

**DROIT CIVIL :**

- La hiérarchie des normes et le juge judiciaire
- La distinction du pétitoire et du possessoire
- Le principe général de la responsabilité du fait d'autrui
- L'acquisition de la personnalité morale par les groupements de droit privé

**DROIT PENAL :** rédiger à partir des documents joints, une étude juridique synthétique et structurée, relative à l'usage des armes par la Gendarmerie Nationale.

Document n° 1 : Revue de la Défense Nationale

Juillet 1995, Chronique 183-186 par François DIEU

Document n° 2 : Revue de science criminelle

1996, page 369 par Yves MAYAUD

Document n° 3 : Revue de la Gendarmerie Nationale, Hors série Histoire n° 2

La logistique limitée de la garde républicaine mobile dans l'entre-deux-guerres par J.Y. BOUEDO

Document n° 4 : Revue de la Gendarmerie Nationale , Hors série n° 3

La garde républicaine mobile à l'épreuve de l'émeute du 6 février 1934 par Y GALERA

Document n° 5 : Article 174 du décret du 20 mai 1903

Document n° 6 : Le Monde du 20 février 2003-07-07

La cour de cassation restreint l'usage des armes par les gendarmes par Alexandre GARCIA

Document n° 7 : Crim. 5 janvier 2000, Bull. n° 3 page 4

Document n° 8 : Genese 12 mai 1993n poages 17 et suivantes

Document n° 9 : Crim 18 février 2003, Bull. n° 41 page 154

Document n°10 : Revue de la Gendarmerie Nationale n° 206 mars 2003 Le droit d'usage des armes au regard du décret du 20 mai 1903 par Y. CARBONNELLE

Document n°11 : Article 186-1 de l'ancien code pénal

**DROIT PUBLIC ET DROIT EUROPEEN :** rédiger à partir des documents joints, une étude juridique synthétique et structurée, relative à l'évolution de la disparition des actes administratifs à l'initiative de l'Administration.

1 : CE, 3 novembre 1922, Dame Cachet

2 : CE, 10 janvier 1930, Despujol

3 : CE, 10 janvier 1964, Syndicat national des cadres des bibliothèques et Ministre de l'Agriculture c/Sieur Simonnet

4 : CE, 6 mai 1966, Ville de Bagneux

5 : CE, 14 novembre, 1969, Sieur Eve

6 : CE, 1<sup>er</sup> juin 1973, Ministre de l'Equipement et du logement c/Epoux Roulin

7 : Articles 2 et 3 du décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations

entre l'administration et les usagers

8 : CE, 12 décembre 1986, Tshibangu

9 : CE, 3 février 1989, Compagnie Alitalia

10 : CE, 30 novembre 1990, Association « Les Verts »

11 : CE, 24 octobre 1997, Madame de Laubier

12 : Article 23 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

13 : CE, 26 octobre 2001, Ternon

**NOTE DE SYNTHÈSE** : même sujet que pour le premier et le deuxième concours

### ***Session 2004 :***

**CULTURE GÉNÉRALE** : même sujet que pour le premier et le deuxième concours

#### **DROIT CIVIL :**

- **L'émancipation**
- **La preuve testimoniale**
- **Contrat unilatéral, contrat synallagmatique**
- **L'usufruit**

**DROIT PÉNAL** : rédiger à partir des documents joints, une étude juridique synthétique et structurée, sur la révélation à l'autorité administrative ou judiciaire d'informations relatives à des infractions ou à l'identification de leurs auteurs ou complices

Document n° 1 : Article 3 de la loi du 9 mars 2004

Document n° 2 : Articles 12 et 13 de la loi du 9 mars 2004

Document n° 3 : Le Monde du 13 mai 2004, Ariane CHEMIN (extraits)

Document n° 4 : Crim. 19 juin 1997 – GP. 1997 – 2 – Chron. Crim 217

Document n° 5 : Crim. 23 avril 1992 – Bull. Crim. N° 176

Document n° 6 : Crim. 20 juin 1996 – G.P. 1996 – II – Chron. Crim. 173

Document n° 7 : Crim. 25 juillet, 1991 – Bull. Crim. N° 307

Document n° 8 : « Atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation » dispositions particulières (extraits), A. VITU

Document n° 9 : Le repentir actif en droit pénal français, P. SAVEZY-CASARD RCS 1972 p. 532 et suivantes (extraits)

Document n° 10 : Le problème des repents, B. BOULOC RCS 1986 p. 771 et suivantes (extraits)

Document n° 11 : Article 226-10 du Code pénal

**DROIT PUBLIC ET DROIT EUROPEEN** : rédiger à partir des documents joints, une étude juridique synthétique et structurée, relative à l'accès aux documents administratifs.

1 : Extrait de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'Amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal : Titr 1<sup>er</sup>

2 : Décret n° 2001-493 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 4 de la loi n° de la loi N° 78-753 du 17 juillet 1978 et relatif aux modalités de communication des documents administratifs

3 : Arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2001 relatif aux conditions de fixation et de détermination du montant des frais de copie d'un document administratif

4 : Extrait du code du patrimoine

5 : Extraits de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'information, au fichiers et aux libertés et de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

6 : Extraits du code de la santé publique

7 : Décision du Conseil d'Etat du 29 avril 2002 Ullmann lebon p.157

8 : Extraits des tables du Lebon 1985-1994 relatives à l'accès aux documents administratifs

9 : Résumés d'avis et conseils emis par la commission d'accès aux documents administratifs

**NOTE DE SYNTHÈSE** : même sujet que pour le premier et le deuxième concours

***Session 2005*** :

**CULTURE GÉNÉRALE** : même sujet que pour le premier et le deuxième concours

**DROIT CIVIL** :

- **Les effets civils du Pacte Civil de Solidarité**
- **Le serment**
- **La naissance**
- **La gestion d'affaires**

**DROIT PÉNAL** : rédiger à partir des documents joints, une étude juridique synthétique et structurée, sur le principe de spécialité dans la responsabilité pénale des personnes morales.

- Document n° 1 : Article 121-2 du Code pénal  
Document n° 2 : Article 54 de la loi du 9 mars 2004  
Document n° 3 : Article 55 de la loi du 9 mars 2004  
Document n° 4 : Article 207 de la loi du 9 mars 2004  
Document n° 5 : Article L.420-6 du Code de commerce  
Document n° 6 : Cass.crim. 5 février 2003 – Bull. Crim. N° 24  
Document n° 7 : Article 35 de la loi du 21 juin 2004  
Document n°8 : B. de Lamy et M. Segonds, Notions fondamentales  
Responsabilité pénale des personnes morales  
Juris classeur pénal des affaires 2004, fasc. 7 , n° 5 et 6 (extraits)  
Document n° 9 : Cass. Crim. 30 janvier 2002 – Bull. Crim. N° 16  
Document n°10 : O. Sautel, La mise en œuvre de la responsabilité pénale des  
personnes morales : entre litanie et liturgie D 2002, p. 1147 (extraits)  
Document n°11 : Cass. Crim. 18 avril 2000 – Bull. Crim. n° 153

**DROIT PUBLIC ET DROIT EUROPEEN** : rédiger à partir des documents joints, une étude juridique synthétique et structurée, relative à l'évolution du régime contentieux des circulaires.

- 1 : Circulaire du Premier ministre du 15 juin 1987  
relative aux circulaires ministérielles
- 2 : Arrêt du Conseil d'Etat – Assemblée du 29 janvier 1954  
Institution Notre-Dame du Kreisker
- 3 : Arrêt du Conseil d'Etat – Section du 23 mai 1969  
Société Distillerie Brabant et Compagnie
- 4 : Arrêt du Conseil d'Etat – Section du 18 novembre 1977  
Société anonyme Entreprise J. Marchand
- 5 : Arrêt du Conseil d'Etat – Section du 3 avril 1981  
Société Armand Pellerin et Compagnie
- 6 : Arrêt du Conseil d'Etat – Section du 25 mars 1983  
Ministère de l'éducation nationale c/Epoux Mousset
- 7 : Arrêt du Conseil d'Etat – Section du 15 mai 1987  
Ordre des avocats à la cour de Paris
- 8 : Arrêt du Conseil d'Etat – Section du 18 juin 1993  
Institut français d'opinion publique (IFOP) et autres
- 9 : Arrêt du Conseil d'Etat – Section du 2 juin 1999 Meyer
- 10 : Arrêt du Conseil d'Etat – Assemblée du 28 juin 2002 Villemain
- 11 : Arrêt du Conseil d'Etat – Section du 18 décembre 2002 Mme Duvignères
- 12 : Arrêt du Conseil d'Etat du 3 février 2003  
Syndicat National de défense pour l'exercice libéral de la  
Médecine à l'hôpital et autres
- 13 : Arrêt du Conseil d'Etat - Assemblée du 3 mars 2004  
Association «Liberté, Information, Santé »

**NOTE DE SYNTHESE** : même sujet que pour le premier et le deuxième concours

***Session 2006*** :

**CULTURE GENERALE** : même sujet que pour le premier et le deuxième concours

**DROIT CIVIL :**

- **Les conséquences de la personnalité morale**
- **La rescision pour lésion**
- **Le changement de régime matrimonial**
- **La distinction des meubles et des immeubles**

**DROIT PENAL :** rédiger à partir des documents joints, une étude juridique synthétique et structurée, sur les juridictions répressives compétentes à l'égard des mineurs délinquants.

Document n° 1 : Article 122-8 du Code pénal

Document n° 2 : Article L. 521-1 du Code de l'organisation judiciaire

Document n° 3 : Article 20 de l'ordonnance du 2 février 1945

Document n° 4 : CEDH, S.C. c/R.U., 15 juin 2004, Dr. fam. 2004, alertes n° 30

Document n° 5 : Article 21 de l'ordonnance du 2 février 1945

Document n° 6 : Article L. 532-1 du Code de l'organisation judiciaire

Document n° 7 : Cass. Crim. 8 novembre 2000, DP 2001, chron. N° 15, Claire Marsat

Document n° 8 : Article 4-1 de l'ordonnance du 2 février 1945

Document n° 9 : CEDH, T. c/R.U., 16 décembre 1999,

Dr.fam. 1999, comm. n°46, obs.Adeline Gouttenoire (extraits)

Document n° 10 : Conseil constitutionnel, 29 août 2002,

JO 10 septembre 2002, p. 14953 (extraits)

Document n°11 : Article 5 de l'ordonnance du 2 février 1945

Document n°12 : Articles L.223-1 et L.223-3 du Code de l'organisation judiciaire

Document n°13 : Article 8 de l'ordonnance du 2 février 1945

Document n°14 : La justice pénale des mineurs, In Justices 1998-10

p.111, par Jean François Renucci

**DROIT PUBLIC ET DROIT EUROPEEN :** rédiger à partir des documents joints, une étude juridique synthétique et structurée, relative aux évolutions récentes de la codification du droit en France.

**Document** n° 1: Décret n° 89-647 du 12 septembre 1989 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission supérieure de codification

**Document** n°2: Conseil constitutionnel, Décision n° 99-421 DC du 16 décembre 1999, Loi portant habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes

**Document** n°3 : Loi n° 99-1071 du 16 décembre 1999 portant habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnance, à l'adoption de la partie Législative de certains codes

**Document** n°4 : Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

**Document** n° 5 : Conseil constitutionnel, Décision n° 2003-473 DC du 26 juin 2003, Loi habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

**Document** n° 6: Loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit

**Document** n° 7 : H. PLAGNOL, *la codification doit être une incitation à la réforme*, JCP-A, 1<sup>er</sup> déc. 2003

**Document** n° 8 : J.-E. SCHOETTL, *Codification et Constitution*, Rapport de la Commission supérieure de codification pour 2004, 2005

**Document** n° 9 : P. YOLKA, le «*Code de la montagne*», JCP-A, 13 fév. 2006

**NOTE DE SYNTHÈSE** : même sujet que pour le premier et le deuxième concours

***ECOLE NATIONALE  
DE LA MAGISTRATURE***

**ANNALES DES SUJETS**

**DES CONCOURS D'ACCES**

